

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 23 FEVRIER 1978 - N° 639

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

Paris 16^e
la liste
des victimes
s'allonge

LES QUESTIONS RESENT POSÉES

Près d'une semaine après la catastrophe du 16^e arrondissement, les questions essentielles restent toujours posées, les causes des explosions sont toujours à l'état d'hypothèse. Glissement de terrain, fuites dues aux vibrations provoquées par la circulation, insuffisance des contrôles effectués par le Gaz de France ? Les premières réponses ne seront fournies qu'avec le début des fouilles souterraines, impossibles pour le moment, tant que le sort des 6 disparus n'aura pas été éclairci. Mais sans attendre, la bataille des indemnisations a commencé. Une fois de plus, les moins riches seront les moins indemnisés par les compagnies d'assurances. Un scandale de plus sur lequel la bourgeoisie est plus que discrète...

(Lire page 7)

Fausse promises à droite et à gauche

LA BATAILLE DU SMIC



Six millions de Français gagnent moins de deux mille francs par mois. Des centaines de milliers d'autres ne gagnent pas 2 500 F. Cela explique sans doute, conjointement à l'inflation que nous connaissons, que la question du SMIC à 2 400 F occupe depuis quel-

ques semaines le devant de la scène. Le PCF l'avait proposé car il pensait que c'était le moyen de frapper l'opinion publique et de recueillir les suffrages des travailleurs. Le PS y était hostile. Finalement, Mitterrand contre l'avis de ses experts s'y est rallié afin de

couper court à un argument de poids du PCF contre le PS. La droite de son côté a toujours crié, comme Rocard que le SMIC à 2 400 F, «ce serait la faillite de 400 000 PME». Elle continue d'ailleurs mais précise : «Si on l'accorde dès le mois d'avril, ce sera un poisson d'avril». La droite ne peut plus se permettre comme elle le faisait quelques mois plus tôt d'ignorer la revendication d'un SMIC décent. Servan Schreiber pour sa part suggère que ce sera possible en /9, Barre a affirmé mardi soir à L'Evénement qu'il sera nécessaire d'augmenter le SMIC plus rapidement que les autres salaires dans les prochaines années.

Il a ajouté : «2 400 F par mois qui ne soit pas en monnaie de singe et représente pour les plus défavorisés une réelle amélioration de leur pouvoir d'achat, cela peut être atteint au cours de la prochaine législative». En clair, la gauche promet le SMIC à 2 400 F et en plus nous aurons l'inflation (15% selon Attali) avec la droite nous aurons la poursuite de l'inflation et le SMIC à 2 400 F ensuite. Dans ce domaine là également il n'y a que dans leurs luttes que les travailleurs peuvent avoir confiance.

Nouvelle proposition du PCF ?

Il veut «un accord politique sur le programme, le gouvernement, les désistements»

L'Humanité du mercredi 22 février titre sur toute la largeur de sa «une» : «Une nouvelle proposition du PC au parti socialiste». Cette proposition a été formulée par Marchais au cours d'un meeting tenu à Reims : il propose au PS et au MRG de «repandre sans délai et sans préalable, dans n'importe quel lieu, à n'importe quelle heure, la discussion interrompue le 23 septembre afin d'aboutir avant le 12 mars à un accord politique sur le programme, le gouvernement, les désistements». De son côté, Mitterrand, s'exprimant à Radio Monte-Carlo, a souhaité un désistement automatique, accompagné au lendemain du premier tour d'une «déclaration commune brève, mais forte». Les nouveautés de la querelle de la gauche n'en sont pas. Tout au plus peut-on remarquer que Mitterrand insiste sur l'importance d'une déclaration

commune, et que Marchais n'insiste pas sur la nécessité d'un «Programme commun bien actualisé».

Ce n'est pas une nouveauté non plus, mais un aveu de taille que d'entendre Marchais insister aussi lourdement sur la composition de l'éventuel gouvernement de gauche. Progressivement, l'argument comme quoi «pour mettre fin au chômage, pour avoir le SMIC, etc, il faut voter PCF» cède la place à l'argument «il faut des ministres communistes». De la même manière Marchais se fait beaucoup plus discret sur la fameuse «barre des 21%». Il faut au PCF une singulière dose de mauvaise foi pour présenter comme de «nouvelles propositions» ce qui n'est en fait qu'un éclaircissement des positions antérieures, nécessaires à moins de 17 jours des élections.

VICTOIRE DES PAYSANS TRAVAILLEURS CONTRE WESSAFIC



Le procès que Wessafic faisait à Paysans Travailleurs est annulé. Le Procureur de la République ayant demandé l'annulation du procès pour vice de forme, le tribunal a tranché en déclarant nulle la plainte de Wessafic.

A la lecture de ce jugement, plusieurs centaines de paysans qui attendaient dans la salle et au dehors, entonnent le chant contre Wessafic et les cris «Wessafic - escroc, Wessafic on t'a eu !» résonnent dans la salle.

A la sortie, Lévêque, directeur de Wessafic, est sommé par les paysans de leur fournir des explications.

Mais la journée n'est pas terminée et le meeting prévu est en cours.

Record absolu de candidatures : plus de 4 200

Plus de 4 200 candidats seront en lice pour les élections législatives de 78. Le chiffre est maintenant connu, à quelques unités près. C'est un chiffre sans précédent. Cette multiplicité des candidatures (1 000 de plus qu'en 73), est un signe de la crise politique : émiettement des forces bourgeoises, et apparition de candidatures qui sont, d'une manière ou d'une autre, l'expression du mouvement de masse.

(Lire page 3)

Meetings de l'UOPDP

● PARIS : Dimanche
26 février
14 h
Mutualité

● LYON : le 4 mars : 15 h
Palais des Congrès

● RENNES : le 26 février :
14 h
Pavillon des Lices

● LILLE : le 26 février : 17 h
Salle du Conservatoire,
place du Concert

● MARSEILLE : le 3 mars :
20 h 30
Salle St Georges
97 avenue de la
Corse (7^e)

POLITIQUE

Saint-Etienne :
de mini crise
en mini crise

La municipalité de St-Etienne va de mini crise en mini crise. Il y a quelques jours une polémique opposa les conseillers municipaux du PCF à ses partenaires à propos des jumelages avec des villes étrangères. Plus récemment, c'est la démagogie, toujours des élus du PCF, qui est encore la cause de désaccords. Tomas et Arnaud avaient rendu visite au quartier de Montplaisir. Peu de temps après les cellules du PCF ont organisé un référendum à propos du marché forain. PS, PSU et MRG ont fait savoir qu'ils réprouvaient cette démarche de candidats aux élections législatives qui se servent ainsi de la municipalité d'Union de la gauche.

Soyons sûr que le PCF a organisé son petit référendum au nom de la démocratie.

Démocratie française !

André Halimi, qui avait réalisé *Chantons sous l'occupation* rencontre bien des difficultés actuellement pour tourner son film : *Demain on rase gratis*. Rien d'étonnant à cela puisque ce film traite des promesses électorales toujours répétées et jamais tenues depuis la guerre. Dans une lettre qu'il adresse au journal *Le Monde*, il écrit notamment : (...) « Voir des hommes politiques sombrer dans le ridicule et promettre la Lune, voilà qui n'est pas admissible. Je ne suis pourtant pas l'homme d'aucun parti et les seules victimes du film sont celles qui utilisent un peu trop légèrement la démagogie ». Il ajoute : « Tout le monde devrait s'en réjouir, il faut croire que non ! »

Les truands du scrutin

Chaque jour ou presque, apporte une nouvelle preuve du truquage électoral grâce au vote des Français de l'étranger. Une nouvelle affaire ayant un peu plus de relief que la fraude quotidienne et désormais banale, vient sur le tapis. Il s'agit d'une religieuse française vivant au Liban. Sans qu'elle le sache, le Rassemblement des Français de l'Étranger l'avait inscrite à Meaux en Seine-et-Marne. Son inscription avait été annulée par un tribunal avec de nombreuses autres. La religieuse l'a alors appris par un avis de la commission administrative. Le Rassemblement des Français de l'Étranger a attaqué cette décision en justice sans même que la principale intéressée soit au courant...

La religieuse entre temps, a écrit à la mairie de Meaux : « Vous avez eu parfaitement raison de refuser mes papiers ».

Elle ajoute qu'elle a pris de nouvelles dispositions pour se faire inscrire. Sans doute ne sait-elle pas que le Rassemblement des Français de l'Étranger, qui est décidément une association peu recommandable, l'a réinscrite à Meaux...

Radio-U.D.B.

L'Union Démocratique Bretonne dispose maintenant d'une radio privée : « Radio Srankis », ce qui signifie « Radio Liberté ». Celle-ci a émis pendant trois minutes dans la région de Brest. C'est parce qu'elle n'a pu s'exprimer à la télévision « en tant que parti politique » que l'UDB a pris cette initiative. Par ailleurs, l'UDB a fait savoir que là où elle ne présentait pas de candidats, elle appelait à voter pour l'Union de la Gauche. Régionaliste, certes, mais jusqu'à un certain point seulement.

Convention Nationale des GIR

AU - DESSUS
DE LEURS MOYENS

En organisant le 28 février un débat à la Porte Maillot avec le gratin des politiciens — ils avaient invité Fabre, Mitterrand, Marchais, Barre, Soissonet, bien entendu, Chirac —, les Debatisse et autre Ginguembre espéraient pourtant faire se déplacer le ban et l'arrière ban des classes moyennes, administrer la preuve de leur force et aussi, tout en préservant leur soi-disant « apolitisme », mener campagne électorale en faveur de la majorité actuelle. Peu pressé de se fourrer dans la gueule du loup, le MRG s'est désisté ; le PS, qui veut bien se compromettre avec la droite, mais seulement quand cela en vaut la peine, a refusé de venir ; moins dégoûté, parce que toutes les voix sont bonnes à prendre dans la période, Marchais s'est fait représenter par Colpin.

Les organisateurs de la fête avaient réservé à Chirac l'heure qui suit le

● Il y a à peine un an que les GIR (Groupes Initiative et Responsabilité) existent, et déjà ils montrent les signes d'un essoufflement sans espoir. Pour leur première Convention nationale, les cinq composantes qui s'étaient réunies pour créer une représentation des couches moyennes n'ont pas réussi à mobiliser plus d'un millier de personnes.

déjeuner. L'ami cher de Debatisse, qui l'avait félicité lors de la création des GIR, s'est taillé un facile succès en se prononçant pour la suppression immédiate du contrôle des prix et de l'encadrement du crédit, et en critiquant à tour de bras la « bureaucratie paralysante », tout en s'affirmant partisan inconditionnel de l'application de la loi Royer. Chirac a également été très applaudi par tous ces petits patrons profondément réactionnaires en s'élevant avec véhémence contre « la création de cellules politiques à l'entreprise ». Cette opposition, bien sûr, ne s'étend pas jusqu'aux AOP (Action ouvrière et professionnelle), sections d'en-

treprises du parti de Chirac !

L'assistance, en sifflant à plusieurs reprises Colpin, et en accordant tout juste assez d'attention à Soisson et à Barre pour être polie, a montré clairement de quel côté des partis bourgeois elle penchait. Voilà qui, ajouté à la maigre affluence, ne manquera pas de susciter de nouvelles contradictions au sein de ce rassemblement de catégories aussi peu faites pour s'entendre que les artisans, les PME, la FNSEA, les cadres et les médecins ! L'absence au rassemblement d'Yvan Charpentier, dirigeant de la CGC, n'est qu'un indice entre autres des failles qui s'élargissent au sein de ces

couches artificiellement réunies : cofondateur des GIR, Charpentier avait dû faire marche arrière sous la pression des adhérents de son syndicat, et affirmait que son engagement s'était fait à titre personnel. Les réticences sont pour le moins aussi grandes chez les médecins que chez les cadres : nombre d'entre eux se sentent proches de l'Union de la gauche. Cela n'empêche pas Debatisse de persévérer dans son effort pour mettre au pas son propre syndicat, la FNSEA, dont une partie s'est elle aussi constituée en opposition au GIR et ralliée aux positions du PS.

« Il faudra pourtant qu'à l'avenir on compte avec les GIR » déclare Debatisse. Mais le grand rassemblement des couches moyennes souhaité par Chirac semble, pour cette fois, avorter.

Jardin Villemin Paris 10^eDes habitants rejettent
la campagne électorale des partis
de droite et de gauche

Samedi 18 février, les enfants du 10^e arrondissement étaient invités à un « défilé déguisé » pour 15 heures au Jardin Villemin. Le comité Villemin, rassemblant des habitants et associations du quartier, veut obtenir, pour les habitants, la deuxième moitié d'un domaine militaire désaffecté depuis près de 10 ans, comportant les bâtiments d'un ancien hôpital, et une parcelle de jardin. La première parcelle de ce jardin a déjà été transformée en square, il y a quelques mois. Cette fois-ci, il s'agit d'obtenir que les bâtiments et le terrain restant soient affectés à l'usage des associations du quartier, au lieu d'être transformés en béton, ou même en un deuxième square banal et triste comme le premier.

Lors d'une manifestation organisée par le comité il y a plusieurs mois, le PCF rappliqua, banderoles en tête ! Immédiatement le PS, pour n'être pas en reste, couru chercher les siennes... Tout cela suscite la colère de nombreux membres du comité, y compris de certains qui appartiennent à ces deux formations. Aussi fut-il impérativement décidé que, lors des rassemblements futurs, aucune apparition propre des organisations politiques ne serait tolérée.

Las ! Samedi, les habitants du 10^e qui avaient répondu à l'appel du comité en se rassemblant au jardin trouvèrent les lieux envahis par des individus du S.A.C. et de vagues



ramassis de miliciens patronaux, de mémés-vions, de minets-alpaga, sous la très haute autorité du sieur Marcus, député RPR du lieu.

Tous diffusaient le torchon électoral de Marcus. Mais ne voilà-t-il pas M.M. Lhostis et Clément, respectivement candidats du PCF et du PS qui montent en ligne — hardi petit !

La gauche parle du vote des Français du Gabon, le RPR des comités qui n'existent pas à Moscou.

Voilà la fête qui tourne au cirque électoraliste, à côté des habitants du comité, tout décontenancés.

Quant à la vie associative du quartier, ces messieurs lancent dans un passionnant assaut d'érudition, à un habitant qui dit son dégoût devant ces

manipulations écœurantes, en se présentant comme membre d'une Association de Parents d'Elèves, un barbouze de Marcus rétorque : « Les A.P.E., c'est la pagaille dans les écoles ».

Le plus beau, c'est que certains de ces messieurs se disaient membres du comité Villemin.

Vers 16 h 30, le comité décidait de partir en manifestations dans le quartier : une troupe colorée, avec en tête les gosses déguisés, puis la banderole du Comité et les adultes portant des petits arbres verts en carton ; on scandait : « Un jardin entier, pas une moitié ! », « Du gazon, pas du béton ».

Les candidats-députés PS et PC s'étaient fait discrets ; le RPR se retrouvait seul dans le jardin.

Dans le quartier, ce fut la joyeuse tournée, au milieu de la sympathie générale des gens qui faisaient les courses du samedi après-midi.

Retour au jardin, le RPR avait disparu : les deux derniers sbires du S.A.C. s'esquivaient en voiture sous les huées.

Les discussions allaient alors bon train ; colère et mépris pour Marcus et compagnie, désaveu au jeu électoraliste des candidats PC et PS, aspiration aussi à une plus nette définition des objectifs (projet pour les bâtiments, rôles respectifs des diverses associations...), vigilance accrue enfin pour défendre l'autonomie du comité contre les pressions politiques extérieures ou intérieures.

Corr. Paris 10^e

Multiplicité sans précédent des candidatures

UN SIGNE DE LA CRISE POLITIQUE

● 4 2/1 candidats seront présents lors du premier tour des législatives le 12 mars. Jusqu'à quelques minutes avant l'heure limite de dépôt des candidatures, dimanche 19 à 24 heures, il y avait encore la queue devant certaines préfectures, notamment celle de Paris.

Un fait est cependant d'ores et déjà établi : les

Il s'agit là d'un fait nouveau. Les élections antérieures, surtout les législatives, ne regroupaient qu'une poignée de candidats, représentant les grandes formations de la bourgeoisie, plus, parfois, quelques notables à la fausse étiquette «d'indépendants». En 1962, le chiffre moyen de candidats n'excédait pas cinq : un gaulliste, un PCF, un SFIO, un centriste, plus soit un PSU, soit un notable local. En 1967, la tendance n'avait même fait que se resserrer avec l'apparition de la FGDS (SFIO + clubs divers).

La multiplicité des candidatures aujourd'hui est un signe particulièrement saillant de la crise politique de la bourgeoisie, et ce pour une raison bien simple : c'est d'une part que la bourgeoisie n'est plus à même de proposer d'elle une image un tant soit peu unie et cohérente, et d'autre part que des mouvements de masse sont apparus qui sont présents y compris sur le terrain électoral.

Qu'en était-il des forces de droite il y a une dizaine d'années ? Un candidat représentant le mouvement gaulliste, un centriste pro-américain, et des notables indépendants. Après la disparition de De Gaulle, et sous la pression de divers facteurs, les forces de droite ont éclaté : aujourd'hui se présente quasiment partout le RPR, qui se prétend l'héritier du gaullisme ; l'UDF (Union pour la Démocratie Française), qui regroupe elle-même le PR, le CDS et les radicaux. Il faut ajouter à ces deux candidatures celles d'un certain nombre de groupes, qui tout en se situant résolument à droite ou à l'extrême-droite ne se reconnaissent pas tout à fait dans les grands partis : il y a ceux qui sont ouvertement fascistes, comme le Parti des Forces Nouvelles, le Front National, ou l'Union des Français de Bon Sens, de Furnon. Il y a aussi l'Union pour la Nouvelle Majorité présidentielle, issu d'une scission du groupuscule de Tixier-Vignancourt, il y a le Parti Social Démocrate, et la Démocratie Chrétienne, de Dassault et Benouville. Au total, huit mouvements de droite d'importance évidemment différentes, mais qui chacun entendent tirer leur épingle du jeu, parfois dans des perspectives radicalement différentes, comme c'est le cas de la droite «réformiste» giscardienne, et de la droite plus ouvertement réac-



Le PS au centre des clivages politiques.

tionnaire.

La gauche bourgeoise, elle, aligne grosso modo les mêmes forces : le PCF, le PS. Encore faut-il préciser que le PS accorde dans une cinquantaine de cas son investiture aux radicaux de gauche.

D'autres tendances bourgeoises se situent plus difficilement, qu'elles soient porteuses d'un projet utopique et incohérent, comme le Mouvement des Démocrates de Jobert, ou simplement folklorique comme le R.U.C. (Rassemblement des Usagers des services publics, des contribuables et des groupements de défense) qui annonce 75 candidats. À leur manière, elles sont l'image de l'émiettement des forces de la bourgeoisie.

Le plus significatif de la crise politique est bien la participation à ces élections d'organisations ou de groupes se réclamant directement du mouvement de masse. Il y a certes un abîme entre le fait de se réclamer du mouvement de masse et la manière dont on se situe par rapport à la bourgeoisie. Quand elles appellent à voter automatiquement pour la gauche au second tour, les organisations trotskystes des listes. «Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs» fourvoient ceux qui peuvent leur faire confiance le 12 mars. Il n'empêche qu'au niveau de l'électorat «de base», de la LCR ou de LO, les voix qui suivront ces listes sont des voix qui se refusent à suivre les partis de gauche, et principalement le PCF. Il n'en est que plus grave de les ramener dans son giron.

Les candidatures du Front Autogestionnaire, animé par le PSU, des

élections de 1988 battent le record quant au nombre de candidatures. La moyenne nationale avoisine les 10 candidats par circonscription, et à Paris il y a 461 inscriptions, soit une moyenne de près de 15 candidats par circonscription ! La palme revient aux 21^e et 26^e circonscriptions de Paris (16^e et 18^e arrondissements), où se présentent pas moins de 19 candidats.

écologistes, celles des régionalistes de l'UDB en Bretagne, de VVAP et de Lutte Occitane dans le midi, et même dans une certaine mesure les candidatures de *Chosir*, répondent elles aussi à la même situation : il est des mouvements écologistes, régionalistes, de femmes, etc., qui ne reconnaissent pas dans les propositions de la gauche bourgeoise.

Le sens des candidatures de l'Union Ouvrière

et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne est précisément que ce mouvement de masse puisse s'exprimer, aujourd'hui et demain et construire son autonomie par rapport aux partis bourgeois de droite et de gauche.

L'U.O.P.D.P. répond, par ses perspectives, à une crise politique de la bourgeoisie largement mise en évidence par la multiplicité des candidatures.

L'extrême-gauche dans la campagne

Le PCF délimite la cible

● Depuis la cassure de la gauche, les organisations trotskystes font des pieds et des mains pour favoriser un rabibochage du PC et du PS. C'est vrai pour la LCR, ça l'est aussi pour l'OCI.

Un article dans *l'Humanité* de mardi matin prend à partie cette dernière organisation.

Fait notable, *l'Humanité* ne généralise pas et délimite bien la cible.

L'OCI ANNEXE DU PS

L'OCI plus connue sous le nom d'AJS tente de faire pression sur l'union de la gauche. Depuis plusieurs mois maintenant, la seule activité de cette organisation consiste à faire signer une pétition pour que le PCF s'engage à se désister pour le PS «comme le PS en a pris l'engagement de son côté». Ce genre de pratique lui a valu à plusieurs reprises des messages de soutien tout à fait officiels émanant de candidats du Parti socialiste. En revanche, ce groupe de trotskystes particulièrement fossilisé, pour qui il ne s'est rien passé dans le monde depuis l'entre-deux guerres n'a pas, on

s'en doute les grâces du PCF. Plus d'une fois déjà, des tracts de ce parti ont dénoncé «les gauchistes qui font le jeu du PS». Depuis mardi, on est passé à un cran supérieur puisque, en bonne place dans *l'Humanité* figure un article qui critique la démarche de l'AJS, sous le titre : «Pour qui roule l'OCI ?» «Pour tenter de faire pression sur le PCF, le PS reçoit de curieux renforts». L'article souligne que l'OCI dans la FEN soutient le socialiste Henry, et que quand par accident elle est présente chez des employés elle milite généralement à FO. L'essentiel de l'article consiste évidemment à dénoncer le rôle de démarcheur que joue cette secte au profit du PS.

Pasqua défend le franc !

Pasqua qui, comme chacun sait, est un homme qui aime la probité, vient d'écrire au premier ministre pour lui demander si «le gouvernement est informé des participations de banques françaises dans les instituts de sondage. Il est certain que ceux qui connaîtraient, dès avant leur publication, les résultats des sondages, peuvent spéculer en bourse et porter atteinte à la monnaie nationale et au crédit de la France.»

Le secrétaire général adjoint du RPR conclut en demandant au premier ministre s'il ne juge pas particulièrement opportun «de faire vérifier par la commission de contrôle des opérations de bourse si des opérations de spéculation n'ont pas été effectuées par des banques, actionnaires d'instituts de sondages».

Une manière comme une autre pour le RPR de régler ses comptes avec les instituts de sondages qui ne le favorisent pas ces derniers temps. Par ailleurs, les chiraquiens espèrent peut-être faire taire ceux qui, dans l'entourage des giscardiens, murmurent que le RPR n'est pas étranger aux aléas du franc.

J'Informe : le personnel toujours non payé

Le personnel de l'ex-journal de Fontanet a informé mardi dans une conférence de presse qu'il avait fondé une association de défense du personnel de *J'Informe*. Plus de 2 mois après la faillite de *J'Informe* près de 150 personnes non toujours payées. L'association se fixe pour but «d'obtenir par tous les moyens y compris le recours aux tribunaux, l'indemnisation de tous les salariés victimes de la mauvaise gestion de Joseph Fontanet et des conditions scandaleuses de la liquidation du journal».

Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne

Réunion publique de l'UOPDP. 10^e circonscription
Jeudi 23 février à 19 h
Ecole 4, rue Keller. Paris 11^e

Réunion publique de la 12^e circonscription
Vendredi 24 février à 20 h 30.
Ecole 4, rue de Pommard. Paris 12^e

Curieusement, le jour même où cet article paraissait dans *l'Humanité*, la critique en paraissait également dans *Rouge*. Ce qui constitue une performance journalistique quelque peu mystérieuse.

En tout cas la LCR a un point d'accord avec l'AJS c'est celui de demander au PCF d'indiquer clairement son intention de se désister pour le PS. Une certaine amertume transparait d'ailleurs dans l'article de *Rouge*, amertume de ceux qui depuis des années dépensent beaucoup d'énergie pour être reconnu comme des interlocuteurs valables par le Parti de Marchais, et qui voient *l'Humanité* polémique avec l'OCI... Ce n'est pourtant pas un hasard.

UNE CIBLÉ DÉLIMITÉE

Si le PCF choisit de s'en prendre à l'OCI c'est qu'il a à cela deux raisons : en premier lieu c'est une réalité que la cassure de la gauche déboussole une partie importante des mili-

tants du PCF. Ceux-ci ne comprennent pas pourquoi Marchais tarde tellement à annoncer qu'il va se désister pour le PS et ainsi risquer de faire échouer la gauche. Auprès de cette catégorie de militants, la propagande de l'AJS peut avoir un certain écho : d'où la nécessité pour *l'Humanité* d'y répondre.

En second lieu, il faut remarquer qu'il n'y a pas d'attaques dans cet article contre «les gauchistes» en général. Non, la cible est clairement délimitée, c'est l'AJS parce qu'elle fait campagne de fait, pour le PS.

Cela fait partie de la tactique du PCF ces temps-ci. Pour faire le maximum de voix au premier tour, le PCF compte récupérer un certain nombre de suffrages qui envisageraient de se porter sur l'extrême gauche. N'oublions pas le «gardez vos idées mais ne perdez pas vos voix» de Cathala, mercredi dernier à la porte de Pantin.

Routiers : 250 morts, 55 000 accidents par an
Marins : 5 000 heures sur le lieu de travail par an

LE GOUVERNEMENT TENTE UNE OPÉRATION ÉLECTORALE

● Ce jeudi 22 février, le gouvernement pour la énième fois abordait au cours du Conseil des ministres, la question des conditions de travail. Après les mesures démagogiques de «revalorisation du travail manuel» dont on connaît les résultats, mesures suivies par d'autres qui aggravent encore les conditions de travail, notamment dans les transports, ce n'est même

pas la peine de demander si cet intérêt soudain du gouvernement Barre pour les conditions de travail n'est pas guidé par des considérations électoralistes !

La fédération CFDT de l'Équipement et des Transports, qui donnait mercredi une conférence de presse sur les conditions de travail et de vie dans ce secteur, le démontrait amplement.

La fédération des transports et de l'équipement CFDT traite tout d'abord et assez longuement, des conditions de travail et de vie des travailleurs du transport maritime. Et pour cause ! Les marins sont les seuls travailleurs qui soient obligatoirement soumis au régime des 48 heures de travail hebdomadaires (208 heures mensuelles) et ce pour une moyenne de 235 jours d'embarquement par an, répartis en période de

60 à 120 jours ; certaines périodes atteignent même 135 jours !

Ce qui veut dire qu'en moyenne, un marin passe annuellement 5 640 heures sur son lieu de travail (un «terrien» en passe 2 000)

MARINS : 4 MOIS SUR MER SANS INTERRUPTION

Les marins assurent la marche des navires sur lesquels ils sont emba-

chés, nuit et jour, subissent en outre des changements de température importants et les changements d'horaires. En huit jours, il peuvent par exemple passer du climat tropical aux températures hivernales actuelles, avec en moyenne une heure de décalage horaire par jour, en l'ayant quelque fois en plus, mais souvent... en moins sur les heures de repos. Car bien évidemment ces heures ne sont

jamais prises sur les heures de travail. A ces conditions de travail s'ajoute le fait qu'un marin ne peut descendre à terre que tous les quatre mois : il n'aura pas pour autant des congés supplémentaires, il ne bénéficie que de 16 jours 75 de congés pour un mois d'embarquement. Il faut enfin souligner que le seul jour reconnu chômé dans la marine est le 1^{er} mai.

ROUTIERS : 250 MORTS PAR AN

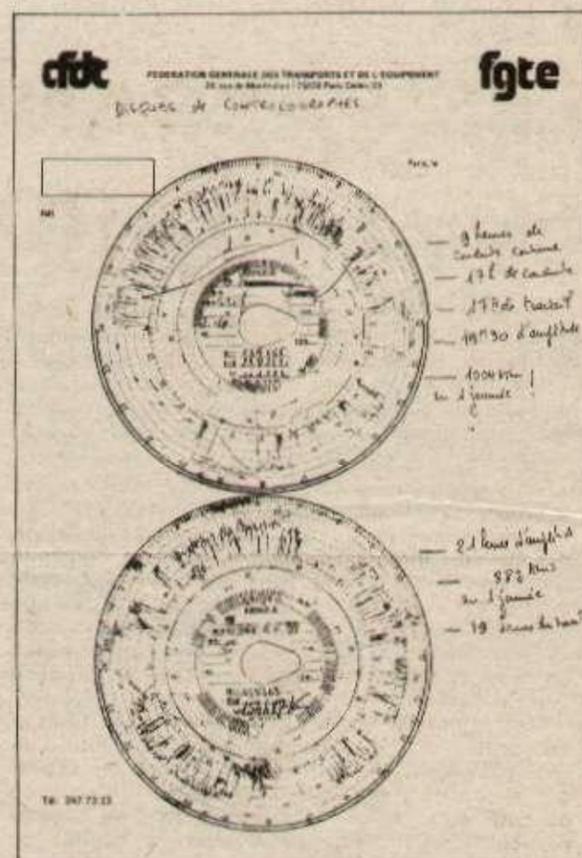
Les travailleurs des transports routiers ne sont pas mieux lotis que leurs camarades marins : 250 morts, plus de 50 000 accidents du travail dont 8 000 graves, près de 2 000 000 de journées d'arrêt de travail pour invalidité temporaire, de très nombreux travailleurs mutilés pour le restant de leur vie, tel est bien le bilan d'une année moyenne dans les transports routiers !

Une fois de plus il faut bien entendu voir la cause de ce triste bilan dans les conditions de travail qu'endurent les routiers : ils font en moyenne 60 heures de travail par semaine, le plus souvent de nuit, par n'importe quel temps. Les repos journaliers, de 4 à 8 heures maximum, sont pris dans des «couchettes» de 60 cm, à l'intérieur de cabines, le plus souvent sans climatisation.

CHEMINOTS : 100 000 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS EN 20 ANS

Un responsable CFDT cheminot abordait ensuite le travail à la SNCF. Les effectifs qui étaient de 363 000 en 1958 ne sont plus que de 270 000 en 1978, avec des prévisions importantes de chute dans les prochaines années !

Non seulement, les cheminots ont une marge de travail de plus en plus grande mais de plus, l'organisation actuelle de la



Ci-dessus l'enregistrement des horaires de conduite sur un poids lourd : les chiffres sont significatifs.

SNCF a pour conséquence une proportion importante d'utilisation d'heures de nuit : 63 millions d'heures par an !

Les agressions dues au travail sont nombreuses : c'est le rythme de travail. Les «difficultés» sont particulièrement criantes lors des pointes de trafic et à la suite de la mise en place périodique de rames supplémentaires. C'est le bruit : notamment dans les chantiers mécanisés et dans les cabines de conduite qui sont souvent vétustes et inconfortables. Dans le premier semestre de 1977, il y a eu à la SNCF, 5 738 accidents (13 % d'augmentation en un an). Telles sont donc, brièvement tracées, les conditions de travail et de vie dans les transports en ce début d'année 1978.

CONSEIL DES MINISTRES SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL : DÉMAGOGIE ÉLECTORALE

Le gouvernement devait justement examiner au cours du conseil des ministres ce mercredi 22 février le problème des conditions de travail en général. Dans quel but : pour les améliorer ? C'est ce qu'il proclame mais les travailleurs auraient raison d'en douter, car s'ajoutant aux mesures pour la «revalorisation du travail manuel» dont le gouvernement nous a rebattu les oreilles depuis qu'il est en place, et qui a connu les résultats que l'on sait, il vient parallèlement de prendre de nouvelles mesures, notamment dans le transport, qui aggravent en fait les conditions de travail de ce secteur !

Ainsi, le règlement communautaire européen prévoit, pour les «routiers» onze heures de repos journalier et un maximum de huit heures de conduite. Or les patrons

de ce secteur, avec la complicité des pouvoirs publics viennent d'obtenir un «assouplissement» de ce règlement puisque la règle du double équipage au delà de 450 kilomètres journaliers vient d'être supprimée. De plus selon la fédération cédétiste, le ministre des transports Cavallé vient d'accorder au patronat du transport des «tolérances» qui ramènent le repos journalier des routiers de 11 heures à 8 heures et qui portent le temps maximal de conduite de 8 à 10 heures. Peut-être est-ce là ce que le gouvernement entend par «amélioration» ?

On peut enfin s'interroger sur ce souci du gouvernement pour améliorer les conditions de travail, notamment dans les transports. Pourquoi ne s'en est-il pas soulé plus tôt ? Barre a la mémoire courte, lui qui dans son programme de Blois, prévoyait une diminution de 50 % des subventions pour les équipements nationaux, notamment à la SNCF ? Quand on sait que les subventions sont destinées à maintenir le réseau, cela veut dire que le programme de Blois prévoit une diminution de ce réseau donc une baisse des effectifs importante à moyen terme et qui encourage, la privatisation accélérée des transports.

Citons pour exemple le cas de la SNCF où nombre de travaux de plus en plus importants est fait par des entreprises privées, et où les cheminots sont contraints de faire des horaires déments avec des salaires très bas, sans sécurité d'emploi ce qui les fait ressembler de près aux vacataires de la fonction publique.

Cette préoccupation du gouvernement pour les conditions de travail ce n'est rien que de la démagogie à quelques jours des élections de mars !

Richard FEUILLET



FTM-CGT : un débat en forme d'appel à voter PCF dès le premier tour

«A l'heure du choix, dès le 12 mars prochain, faites concorder les raisons de vos luttes revendicatives et votre aspiration à un changement réel et durable avec l'utilisation de votre bulletin de vote». Ce n'est pas un tract du PCF, mais un «appel» de la Fédération Métallurgie CGT. Et l'Humanité, qui publie ce texte, sans doute à titre de document à verser au dossier de l'indépendance syndicale, ajoute, réjouie : «Ce texte va être diffusé par l'ensemble des organisations de la fédération

CGT. Il sera donc entre les mains de 2 700 000 travailleurs». Le PCF a effectivement de quoi être content : 80 000 exemplaires, rien que pour les Hauts de Seine ! D'autant plus que le texte détaille : «Les moyens indispensables pour mettre en œuvre une politique sociale véritable et un autre développement» et ajoute que «pour la métallurgie, cela signifie qu'il faut nationaliser les groupes Dassault (...) et les nationaliser réellement, c'est-à-dire maisons-mères et filiales».

Aucune démonstration bien sûr, mais il ne s'agit pas de démontrer. Ajoutant à cet appel d'autres déclarations de structures cégétistes du même genre l'Humanité conclut : «Ces questions posées par diverses organisations de la CGT prouvent bien qu'il s'agit sans a priori de débattre objectivement des moyens nécessaires à un véritable changement». Mais où sont les questions ? Où est le débat dans ces affirmations martelées chaque jour ?

Laval LES PAYSANS FONT LE PROCÈS DE LA WESSAFIC

● Mercredi avait lieu à Laval le procès que la Wessafic intenté à trois militants Paysans-Travailleurs.

Nous avons vu hier l'enjeu syndical que représente le procès dans la lutte des éleveurs intégrés.

«Paysan-Travailleur» et le CLEI (Comité de liaison des éleveurs intégrés) veulent faire de ce procès le procès de la Wessafic et de ses pratiques. Un solide dossier est constitué sur la qualité de la farine que Wessafic vend aux éleveurs, sur les risques du lindane contenu dans l'insecticide pour veaux Emulpan et sur les contrats que Wessafic propose aux éleveurs.

C'est là-dessus que le CLEI veut attaquer. Mais si les pratiques de Wessafic sont le fait d'un capitalisme particulièrement conquérant et sauvage, le contrat d'intégration entre une firme privée ou une coopérative et l'éleveur est un moyen particulièrement avantageux pour le capital de pénétrer en agriculture et d'exploiter le travail paysan.

LES CONTRATS D'INTÉGRATION

Le trust Wessafic se présente comme fabriquant d'aliment pour veaux, qu'il vend sous le nom de «Nukamel». Wessafic dit de son produit qu'il est la «première marque mondiale d'aliments d'allaitement pour veaux». En Europe, Nukamel se vend aux Pays-bas, en Allemagne, en Belgique, en Angleterre, en Suisse, en Autriche, en Italie et bien sûr en France. C'est donc un trust multinational qui «propose» à l'éleveur isolé sa marchandise. A travers la vente de l'aliment, c'est un processus d'intégration qui se met en place. En effet la firme s'assure par un contrat le monopole de la livraison de la farine d'allaitement, des produits vétérinaires ; elle contrôle l'achat des jeunes veaux et la vente des veaux gras. Elle encadre l'éleveur de ses techniciens et de ses vétérinaires. Elle se porte souvent caution pour un prêt réalisé par une banque (par des bâtiments d'élevage ou pour acheter la bande de veaux), prête quelquefois elle-même l'argent. L'éleveur assume tous les risques de l'élevage, paie les frais d'exploitation (électricité, chauffage, frais vétérinaires etc...) et fournit sa force de travail.

A la fin de chaque bande de veaux, la firme rétrocède à l'éleveur le prix du veau vendu, moins le prix du veau en début de bande, le prix de la farine livrée et des produits vétérinaires. Dans le meilleur cas, cette somme couvre les frais d'amortissement du capital (remboursement des prêts pour les bâtiments d'élevage en particulier) et les frais de fonctionnement, rarement la rémunération du travail. C'est quasiment le même scénario pour toutes les firmes ou coopératives intégratrices.

WESSAFIC VEND DE LA MAUVAISE FARINE

Dans le cas de Wessa-

fic, la situation de l'éleveur est aggravée par le fait que la farine livrée par la firme est de mauvaise qualité. Le cas n'est d'ailleurs pas isolé, les luttes des éleveurs intégrés ont montré que des firmes ou coopératives n'hésitent pas à fournir un aliment de mauvaise qualité, l'éleveur devant en encaisser les conséquences.

Le constat de centaines d'éleveurs est toujours le même : avec l'aliment «Nukamel», les veaux ne profitent pas, il faut les garder 120 voire 150 jours (au lieu de 105-110 jours) pour «faire de veaux maigres et poilus comme des chèvres». Cela signifie une dépense supérieure de farine et des frais de fonctionnement supplémentaires. Les frais vétérinaires sont de 25 à 30 F au lieu de 10 F et le taux de mortalité élevé. Dans ces conditions, il est arrivé souvent que le prix de vente ne couvre même pas le coût d'achat des veaux, des aliments et des médicaments. L'éleveur se retrouve endetté et n'a alors que deux solutions : ou il rompt le contrat et Wessafic porte l'affaire au tribunal (et on a vu hier qu'isolé les éleveurs perdaient leur procès et devaient rembourser) ; ou l'éleveur continue de travailler pour Wessafic jusqu'à ce que la dette atteigne le montant des biens possédés. (C'est le cas des Métral) : c'est alors la saisie... (c'est ainsi qu'un aide familial dont la dette s'élevait à 4 millions, a dû quitter la terre et doit payer à la Wessafic 200 francs par mois, qui lui sont retenus sur son salaire, jusqu'à épuisement de la dette c'est-à-dire à vie).

LE LINDANE : UN PRODUIT TOXIQUE

Wessafic propose et vend également des médicaments pour les animaux. Dans ses produits se trouve un insecticide qu'elle préconise pour son efficacité, l'Emulpan. Ce qu'elle ne dit pas, c'est qu'il est à base de lindane et que le lindane est un produit

WESSAFIC GRAND TRAFIC!



LES ELEVEURS S'ORGANISENT TU VAS PAYER TES ESCROQUERIES!...

L'affiche incriminée !...

toxique, dangereux. L'emploi de ce produit est réglementé en France : sont interdites l'utilisation et la commercialisation de la viande pendant trois ans... Pourtant les techniciens de la Wessafic en «conseillaient» l'usage pour les veaux. Outre la toxicité de la viande abattue et consommée par des milliers de personnes, le lindane a provoqué des intoxications plus ou moins graves pour les éleveurs : des maux de têtes inexplicables à la grave maladie des Métral, ou de Josué : sur eux, le lindane a provoqué des troubles nerveux (tremblements, vertiges), des douleurs articulaires (Josué a même été paralysé du bras droit) et un amaigrissement important. La maladie des Métral a duré deux ans et demi avant qu'un médecin n'en découvre l'origine. Et malgré un traitement efficace qui vise à combattre l'intoxication du Lindane, les experts de la Wessafic n'ont pas voulu reconnaître la cause de leur maladie !... Au procès que nous relaterons demain, la famille Métral et Josué doivent apporter leur témoignage, appuyé par un dossier médical réalisé par le CLISACT.

Il peut paraître absurde qu'un firme fasse utiliser un produit toxique, reconnu comme tel.

La recherche du profit maximum pousse la firme à rechercher un produit

«efficace» dont elle cache les dangers aux éleveurs aussi longtemps qu'ils ne mènent pas de luttes pour que soit reconnu le caractère dangereux de son utilisation. Poussé par la nécessité de réaliser un profit maximum rapidement, le capitalisme n'a que faire de la santé des travailleurs ! En agriculture, une des formes de l'offensive que mène le capital pour récupérer le travail paysan, est, en attendant d'en faire un salarié (lorsque l'organisation de la production le permettra), l'intégration.

Mais ce n'est pas seulement sous la forme de ce type de contrat pour une productivité animale que se fait l'intégration. Beaucoup plus largement, pratiquement toutes les productions sont touchées par des contrats entre firmes (privées ou coopératives) et producteurs. La mise en place de rapports de dépendance entre le producteur et la banque impose (comme dans le cas du plan de développement) par le biais du financement le choix des productions, les normes de développement etc...

Les luttes des éleveurs intégrés permettent, à travers la revendication de la rémunération du travail, de dénoncer l'exploitation du travail paysan et le profit qu'en tire le capital financier.

Nadine CHATRAS

Journée d'action CGT contre le chômage

Des travailleurs du Livre trimbalant des cercueils symbolisant les imprimeries fermées, des travailleurs du midi offrant des dégustations de vin, des travailleurs des Landes offrant un spectacle folklorique avec échasses à la gare Saint-Lazare, c'était mardi la journée de lutte contre le chômage de la CGT. Au total, quelques milliers venus de toute la France, transformés en homme-sandwichs, et qui se sont retrouvés dans l'après-midi pour entendre Krasucki se féliciter «du bon usage syndical de la campagne électorale».

Chômage en hausse

Après les annonces fantaisistes de Beullac à propos du nombre de chômeurs, l'INSEE vient de publier ses chiffres. En données corrigées des variations saisonnières, et en tenant compte de la devise provoquée par l'application des nouvelles conditions d'inscriptions, il y a vait selon l'INSEE 1 054 000 chômeurs à la fin décembre. Il y en avait 1 063 100 fin janvier.

Chaudières Henfer (Aveyron) : occupation

Les 47 ouvriers licenciés le 2 février par le syndicat occupent jour et nuit leur entreprise et refusent l'arrêt d'activité qui doit se produire ce vendredi 24. Ils continuent à travailler. Leur entreprise, qui fabrique toute une gamme de chaudières, en est à sa deuxième faillite, et le préfet n'hésite pas à la qualifier de «canard boiteux». Inutile de préciser que, dans ces conditions, les acheteurs ne se bousculent pas. La seule solution envisagée par le syndicat n'est autre qu'une «coopérative ouvrière». Les travailleurs restent vigilants.

Landis Gendron : non à l'actionnariat

Chez Landis-Gendron, fabricant de rectifieuses spéciales cylindriques externes pour l'industrie automobile, l'effectif est passé de 760 en 1960 à 271 en 1977. Après le chômage partiel pendant des mois, la suppression du travail en équipe sans compensation de salaire, c'est aujourd'hui un drôle de choix que le patronat propose aux travailleurs : soit l'entreprise coule, soit le personnel se porte actionnaire pour un tiers du capital ! Pas question, répondent les ouvriers : on se verrait dans l'obligation de cautionner la politique menée depuis des années dans la machine-outil, avec toutes les mesures anti-sociales liées au démantèlement.

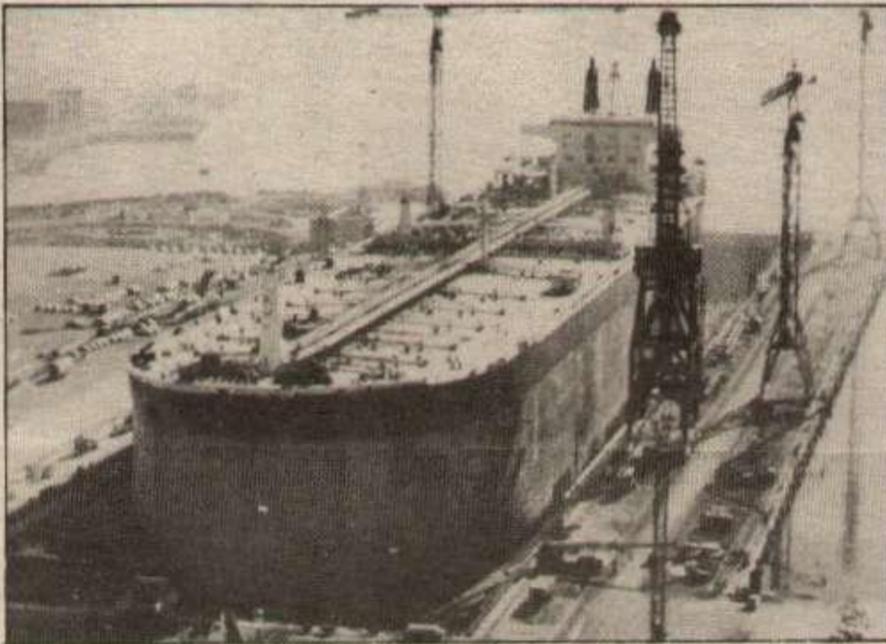
Un patron PS autogestionnaire, licencié

Le patron de l'entreprise «Reflets de la Couture», dans le 2^e arrondissement de Paris, veut licencier un candidat CGT aux prochaines élections du comité d'entreprise. L'inspecteur du travail n'a pourtant pas donné d'autorisation. Le plus fort, c'est que ce patron est au PS et se dit fervent partisan de l'autogestion. Il est conseiller municipal socialiste, à Montgeron, dans l'Essonne. Bien sûr, le journal *l'Humanité* ne l'a pas manqué ! Dans sa querelle avec le PS, ça peut toujours servir...

Villard Doron (Loire) : le textile meurt

L'entreprise textile Villard-Doron à Sorbiers, dans la Loire, a déposé son bilan. 103 salariés sont touchés directement, sans compter tous ceux d'autres usines de la région sur lesquels la fermeture de Villard-Doron aura des répercussions.

Lutte contre la pollution



Pétrolier de 500 000 tonnes en construction à Marseille

LES USA MENACENT... ET PROFITENT

La semaine dernière se tenait à Londres une réunion de l'Organisation Consultative Maritime Intergouvernementale (IMCO), organisation rattachée à l'ONU, dont l'objet était la lutte contre la pollution. Carter, le président US, y posa des ultimatums pour que les autres pays prennent des mesures, en installant des dispositifs anti-pollution sur tous les navires transporteurs de produits pétroliers. Carter céderait-il à la pression de la contestation de la population américaine exédés par l'ampleur que prend la pollution des côtes à la suite d'une série d'accidents spectaculaires ?

La pollution pétrolière en mer est estimée à plus de 2 millions de tonnes, dont un million de tonnes par délestage, 180 000 tonnes par accidents, 600 000 tonnes par soutage et vidange, 240 000 tonnes par rejets en installations portuaires. L'opération de délestage consiste à vider les cuves remplies d'eau de mer pour assurer aux navi-

gères un bon équilibre lorsqu'ils se retournent à vide vers les ports de chargement. Cette eau est ensuite rejetée à la mer, emportant avec elle tous les résidus qui se trouvent dans les cuves.

L'impérialisme américain utilise la menace de recourir à des mesures unilatérales vis-à-vis des bateaux des pays qui n'adopteraient pas les résolutions prises au cours de cette réunion.

Ces mesures concernent tous les navires de plus de 20 000 tonnes de port en lourd (tpl) (pour les termes techniques, voir encadré) :

- TERMES TECHNIQUES**
- Brut : produits pétroliers non raffinés
 - Blancs : produits pétroliers ayant subi une phase de raffinage (desouffrage...), méthane...
 - Ballasts séparés : les cuves de ballastage (lest) sont isolées des citernes d'hydrocarbures et chacune d'entre elle a son installation de pompage propre.
 - Ballasts propres : les installations de pompage et de tuyautage sont communes
 - Lavage des citernes en brut gaz inerte : les cuves sont lavées par projection de brut sur les parois. Afin d'éviter tout risque d'explosion, on le fait sous atmosphère de gaz inerte riche en azote, et qui ne risque pas de faire réaction chimique.

ble selon les catégories. Pour être appliquée, cette convention devra être ratifiée par quinze pays représentant 50 % du tonnage de la flotte mondiale. Avec des unités qui vont maintenant jusqu'à 550 000 tpl, ces décisions sont dérisoires : elles n'abordent pas le cas des accidents. Mais ces mesures viennent à point pour relancer l'industrie des chantiers navals, et principalement des réparations navales, secteur qui connaît de graves difficultés aux USA et dans divers pays industrialisés.

Les réactions ont été différentes selon les intérêts particuliers de chaque pays ; ainsi le Danemark s'est abstenu pour les me-

sures concernant les transporteurs de blancs. La flotte danoise étant spécialisée dans ces unités et l'application de cette convention risquant de lui poser trop de problèmes au niveau de la transformation de ces unités.

Pour les Norvégiens et les Grecs, dont la flotte est largement composée de tankers, la transformation exigée étant peu onéreuse, les taux de fret ne progresseront pratiquement pas, d'où leur désintérêt exprimé également par une abstention (les Norvégiens et les Grecs sont respectivement 4^e et 5^e armateurs dans le monde. Ces trois pays qui ne possèdent qu'une industrie navale faible se sont donc opposés aux décisions de l'impérialisme américain, sans toutefois le contrer franchement.

Les Etats-Unis et les pays occidentaux qui ont appuyé cette motion espèrent ainsi relancer partiellement leur économie et se partager le morceau, que constitueront ces nouvelles transformations. Nul doute aussi que l'impérialisme US n'hésitera pas à appliquer les menaces qu'il a proféré aux pays qui refuseraient de se soumettre à ses desideratas.

Ainsi, l'impérialisme américain se cache derrière la lutte contre la pollution (dont il est le principal responsable) et le vote des pays capitalistes l'a montré clairement, ils ne cherchent tous qu'à sauvegarder leurs profits.

Communiqué de presse de «Peuple et Découverte»

Un débat avec le Comité de défense des victimes de la répression en Tunisie aura lieu

JEUDI 23 FÉVRIER à 20 H 30
14, rue de Nanteuil
75015 Paris

avec la projection de deux films :

- Mon village
- Le métayer



Iran : les émeutes de Tabriz

Samedi et dimanche derniers, l'Iran a connu l'une des plus violentes émeutes enregistrées depuis 20 ans que le Chah fait intervenir l'armée. L'Etat de siège a été décrété à Tabriz.

Les manifestants ont scandé des slogans hostiles au régime. Dans la ville, 134 incendies ont fait rage.

73 banques, dont la

filiale de la Banque Anglo-Iranienne, ont été attaquées, ainsi que 9 cinémas, 2 bâtiments publics, 6 véhicules des forces de l'ordre. Les manifestants se sont dirigés vers les deux grands hôtels fréquentés par les occidentaux.

Les révolutionnaires iraniens étaient présents et ont tenu un rôle important au cours de ces deux journées de mobilisation

populaire, féroce réprimés.

Cent morts et plusieurs centaines de blessés, voilà la bilan de la sauvage répression des mercenaires du Chah.

Celui-ci n'en est pas resté là, puisque mardi encore il a fait opérer des centaines d'arrestations parmi les manifestants qui continuaient à exprimer leur colère dans la rue.

Le 29^e Congrès sioniste mondial

Le sionisme connaît des difficultés de mobilisation.

615 délégués se trouvent à Jérusalem pour le 29^e congrès sioniste qui se tient avec un an de retard. Pour les dirigeants de ce mouvement, le sionisme est toujours la fondation sur laquelle repose l'Etat d'Israël. Mais une sorte de crise existe aujourd'hui qui s'exprime par la faiblesse de l'immigration juive en Israël. Même les juifs d'URSS préfèrent dans leur majorité s'installer dans un quelconque pays occidental plutôt qu'en Israël.

En trois ans, seuls 60 000 juifs sont allés en Israël, chiffre qui compense les départs. Plus que la question des frontières, cette faiblesse de l'immi-

gration est le véritable problème de cet Etat, unique au monde, créé par une résolution de l'ONU en 1948. L'un des dirigeants du mouvement sioniste a déclaré : « Si nous restons un Etat de 3,5 millions de juifs, notre survie sera menacée. Pour que ce danger soit vraiment écarté, il faudra doubler notre population d'ici à la fin du siècle ».

Selon un autre vétéran du mouvement sioniste, il faut « alerter toute la génération juive du monde. Il ne faut pas lui promettre de belles maisons et des autos mais lui dire que le monde entier est contre nous et qu'il faut se sacrifier pour sauver l'idéal sioniste ». Ce point de vue

est difficile à soutenir aujourd'hui.

Les tenants du mouvement «un autre sionisme» estiment, quant à eux, que la raison de cet éloignement de juifs est la situation de guerre permanente. Selon eux, une solution du problème palestinien ferait plus pour rapprocher les jeunes d'Israël qu'une dizaine de congrès sionistes.

D'où viendrait dans ce cas la cohésion de la société israélienne, et de quelle utilité serait un Etat d'Israël non-expansionniste pour l'impérialisme ?

Les difficultés des sionistes montrent qu'une nation ne s'invente pas par la résolution de l'ONU dictée à l'époque par les impérialistes.

A la suite de l'«Entebbe» de Sadate

Tension entre Chypre et l'Egypte

L'intervention surprise des commandos égyptiens à Nicosie aura eu des répercussions sur les relations entre Chypre et l'Egypte.

Le bilan de l'opération «Larnaca», digne du raid d'Entebbe, s'élève à 15 morts et 16 blessés du côté égyptien et 7 blessés du côté chypriote. Le Hercules S C-130 égyptien qui avait débarqué le commando en violation

complète de la souveraineté de Chypre a été détruit par le tir des gardes nationaux chypriotes.

Les autorités chypriotes ont relâché les 43 militaires du commando arrêtés les armes à la main pour ne pas envenimer plus les relations avec l'Egypte. Ainsi l'Egypte avait envoyé à Nicosie une force militaire de 74 hommes. Le président de Chypre a accusé l'Egypte «d'avoir violé la souveraineté de l'île» et a décidé d'expulser l'attaché militaire égyptien à Nicosie, tandis que le Caire décidait de retirer ses diplomates de Nicosie.

La presse israélienne a loué l'intervention du commando égyptien, tandis que la presse arabe dans l'ensemble la dénonçait en termes très sévères.

LES RESCAPÉS DU COMMANDO CONGRATULÉS AU CAIRE

L'Egypte de Sadate qui

n'avait pas manqué de dénoncer le raid d'Entebbe en son temps a fait accueillir les rescapés du raid de Larnaca par Gammassi, commandant en chef des forces armées égyptiennes. Celui-ci leur a exprimé la «gratitude» et le «respect» du peuple égyptien. Sans «des raisons de santé imprévues» Sadate lui-même serait venu accueillir les 43 militaires relâchés par la bonne volonté politique du gouvernement chypriote.

La presse égyptienne parle de son côté de l'attitude «incompréhensible», «suspecte» et «méprisante» des autorités chypriotes, alors qu'aux obsèques de Sebaï, tué par les terroristes à l'hôtel Hilton à Nicosie, on faisait hurler à la foule «mort aux Palestiniens», en présence même d'un représentant de l'OLP venu au Caire pour la circonstance.

Tels sont les effets de la politique de capitulation suivie par l'Egypte.

L'affaire des explosions dans le XVI^e (Paris)DES QUESTIONS ESSENTIELLES
A RESOUDRE

● Cinq jours après les explosions de gaz qui ont secoué et détruit une partie du quartier de Passy, la lumière n'est toujours pas faite sur la cause de l'accident. Raison officielle : les fouilles ne peuvent commencer tant qu'on n'a pas réussi à dégager les victimes qui seraient encore ensevelies sous les décombres : six personnes sont maintenant portées disparues, malgré les appels répétés à la radio et dans la presse. Le bilan reste donc à ce jour de 5 morts, 62 blessés dont plusieurs très gravement et six disparus. La polémique qui s'ouvre seulement

Dans l'état actuel des choses, l'hypothèse la plus souvent avancée est celle d'un glissement de terrain. La probabilité de ce glissement renforcée du fait de la nature même du sous-sol, composé de marnes alluvionnaires, comme dans toute la zone située dans la boucle de la Seine. Un défaut au niveau des canalisations elles-mêmes semble moins probable ; elles avaient moins de 5 ans d'âge et sont en acier. De plus toutes les soudures sont habituellement contrôlées par radiographie. S'il est habituel de trouver dans le sous-sol de Paris des canalisations de plomb, vieilles de plus d'un demi-siècle, ce n'était précisément pas le cas dans ce quartier.

Des questions sont posées. Si une soudure a lâché, la fuite remonte à combien de temps ? Depuis combien de mois le gaz se répand-il dans le sous-sol, sous la rue, sans que Gaz de France n'ait pu le constater.

Gaz de France ne dispose actuellement pas des moyens suffisants en effectifs et matériels pour procéder à des prélèvements systématiques pour rechercher les fuites dans les trottoirs par exemple. Lorsqu'un usager signale une fuite, une équipe est expé-

diée qui procède au prélèvement d'une « carotte » de terre dans le sol. La recherche de détection du gaz se faisant semble-t-il « au pif », c'est-à-dire à l'odeur...

Deuxième question : quelle est la part de responsabilité du trafic automobile intense dans ce quartier, si un glissement ou un tassement du terrain a eu lieu ? Le colonel des pompiers a envisagé sérieusement cette hypothèse, immédiatement après l'accident. Et elle s'appuie sur des arguments solides : le trafic de voitures et surtout de poids lourds est intense dans la ville de Paris. Ce sont des tonnes et des tonnes de débris qui transitent ainsi dans les rues, issues des multiples chantiers ouverts par les promoteurs en mal de rénovation immobilières !

D'autre part l'importance du stationnement automobile, les vibrations dues aux divers engins et véhicules peuvent jouer un rôle.

Enfin certains parlent du facteur de déséquilibre que pourrait constituer la maison de la Radio, au niveau des couches géologiques souterraines.

La critique de l'insuffisance des moyens du Gaz de France prend toute sa

place le Gaz de France en première ligne. La direction du Gaz de France est très gênée par ce qui vient de se passer et fait tout pour que peu à peu l'affaire de la rue Raynouard tombe dans l'oubli. Ce qui ne semble pas devoir être le cas ! L'Union nationale des Handicapés et Accidentés de la Route se propose de monter sa propre commission d'Enquête pour faire la lumière sur les causes et poser le problème de l'indemnisation des victimes.

valeur quand on la compare à la débauche de moyens qui est accordée à Electricité de France pour mettre en route un programme nucléaire qui coûte toujours plus cher pour des résultats plus que douteux. Un exemple entre autres. EDF dispose d'une antenne privée le « Consuel » entreprise chargée de contrôler le courant. Pour les installations de gaz c'est le plombier installateur, agréé par le gaz, qui raccorde lui-même l'installation directement...

INEGALITE
DEVANT
L'INDEMNISATION

Le problème de l'indemnisation se pose de façon différente selon qu'il s'agit d'un travailleur ou d'un patron. La plupart des travailleurs ne sont couverts par aucune assurance vie ou par une seule. Il n'en est pas de même dans la classe bourgeoise où, pour diverses raisons, nombreux sont ceux qui sont couverts par toute une série d'assurances (décès, complémentaire, etc), assurance qui versent très rapidement les primes après le décès. Pour ceux qui ne disposent pas de couverture, il faudra attendre, hormis quelques menus secteurs, que le tribunal tranche sur les responsa-

bilités. Ils pourront seulement alors faire valoir leur demande de dommages et intérêts. Compte tenu des lenteurs de la justice bourgeoise, des années peuvent s'écouler. Le fait qu'il y ait des personnes disparues retardant en plus la conclusion de la procédure. Il en va de même pour les propriétaires des voitures détruites par les explosions : selon le type d'assurance (au 1/3 ou tout risque) le dédommagement sera différent.

Enfin on peut s'attendre à une âpre bataille financière entre les victimes fortunées et les assureurs au sujet de la disparition d'objets précieux de toiles de peinture, dont l'évaluation n'avait pas été faite au paravant...

Cette inégalité devant l'accident est bien différente avec l'espèce d'unanimité de la douleur sur laquelle insiste la grande presse.

Maintenant, et dans le tumulte de la campagne électorale, l'affaire des explosions de Passy risque de passer en arrière plan. Mais il reste à obtenir et à exiger des réponses à ces questions essentielles pour que toute la lumière soit faite et que les responsabilités soient clairement établies.

Pierre PUJOL

Communiqué

Affaire Guémann :
protestation
du SGEN-CFDT

L'autorité judiciaire est gardienne des libertés individuelles : c'est ce qu'affirment les textes constitutionnels.

Que deviennent les libertés, dès lors que l'on sanctionne gravement ceux qui, tels Monique Guémann, ne font que rappeler les droits de la défense ? Que deviennent les libertés, dès lors que l'appareil judiciaire est considéré comme un instrument par un régime qui sent vaciller sa base électorale et tente de la ressouder à grands coups de « sécurité » ?

L'application précipitée de la décision d'extrader Klaus Croissant, les opérations « coup de poing », les contrôles incessants, le fichage systématique sont autant d'atteintes aux libertés. Ceux qui contestent la légalité et l'aspect souvent arbitraire des opérations du pouvoir sont traduits devant la justice ou devant des instances disciplinaires qui exécutent ainsi les basses besognes du gouvernement.

Le Syndicat Général de l'Education Nationale (SGEN-CFDT) est totalement solidaire du Syndicat de la Magistrature dans le combat qu'il mène pour la défense des libertés.

Sondage Figaro -SOFRES

La SOFRES pour le compte du Figaro a effectué un sondage du 14 au 17 février sur un échantillon de mille personnes.

Il en ressort que le PCF gagne un point (de 20 à 21 %) par rapport au mois dernier, ce qui d'ailleurs n'est pas une variation significative dans un sondage qui a toujours au minimum une marge d'erreur de + 1 ou - 1 %.

Le PS pour sa part régresse d'un point (28 à 27 %) par rapport au sondage SOFRES pour le même journal le 7 février. L'UDF stagne à 20 % et le RPR passerait de 21 à 22 %.

Par ailleurs, le sondage confirme qu'au second tour, le PS se reporte bien mieux sur le PCF si la droite est représentée par le RPR. Mieux que si c'est un candidat de l'UDF. Ces résultats ne « portent pas à l'optimisme », c'est Le Figaro qui l'écrit.

CES de Champigny :
atteinte
aux droits syndicaux

Les enseignants du CES Paul Vaillant-Couturier se sont mis en grève vendredi 17 février pour défendre leurs droits syndicaux.

Une déléguée du SNI ayant participé à une délégation intersyndicale sur son temps de travail pour demander le paiement des maîtres auxiliaires suppléants, a été sanctionnée. Elle a reçu un blâme et sa note a été baissée.

Une première délégation de 19 enseignants, soutenue par les syndicats de l'enseignement, n'a pas été reçue le 15 février.

Appuyée par de nouveaux soutiens, en particulier celui des parents d'élèves, 30 enseignants sont retournés à l'inspection académique vendredi 17 février, pour exiger le retrait des sanctions.

Après un premier refus d'audience, un recul a été imposé à l'inspection académique et une nouvelle audience fixée.

Pour appuyer leur action, les enseignants du CES Paul Vaillant-Couturier font appel à votre soutien. Tél : 706.46.98.

La vengeance de Chirac

Chirac se refuse à accéder à la demande de l'UDF. Celle-ci amènerait bien qu'un certain nombre de candidatures déposées dans les dernières heures soient retirées. Chirac fait remarquer qu'il avait fait le 20 janvier la proposition que ces problèmes soient examinés et qu'à ce moment là il n'avait pas reçu de réponse. On apprend par ailleurs que de nouvelles candidatures gaullistes qui avaient été déposées en catimini sont à ajouter à celles qui ont eu quelque retentissement. C'est notamment le cas dans le Puy de Dôme.

MLAC : procès F. Dupin

● C'est dans une semaine seulement que le verdict sera connu, dans le procès de Franck Dupin, le militant du MLAC de Lille, entraîné en justice par « Laissez les vivre » pour avoir pratiqué des avortements, interdits de fait dans la plupart des hôpitaux de la région. De nombreux groupes de femmes ont participé au soutien de Dupin à Lille et produit leurs témoignages, ceux de femmes engagées dans une lutte de longue haleine pour la liberté et la gratuité de l'avortement. Nous publions aujourd'hui des extraits du témoignage du groupe femmes de la place des Fêtes (46 rue du Pré Saint Gervais, Paris 19^e).

Témoignages
de femmes
parisiennes
(extraits)

« Nous nous sentons proches de Franck Dupin comme peuvent s'en sentir proches toutes les femmes qui ont cherché une solution pour avorter et n'ont pas trouvé, ou à des conditions qui les humiliaient, leur coûtait cher, matériellement et affectivement. Lorsque nous allons à l'hôpital, nous les femmes, et que nous voulons avorter, nous nous heurtons à un mur d'incompréhension, à une attitude méprisante. Tout participe à cette logique inhumaine, application de limites arbitraires (...) autant de raisons qui font qu'on se trouve rejetées, seules, sans solution (...) »

Si l'hôpital accepte de nous avorter, dans tout ce

qui se passe ensuite, c'est la même attitude : on ne nous respecte pas, on ne nous écoute pas (...) Le plus souvent on nous endort pour nous faire taire, pour aller plus vite (...) Pour nous l'hôpital est irresponsable et dangereux (...) Nous avons décidé de reprendre la pratique des avortements (...) Dans les cas où nous ne pratiquons pas nous-mêmes, il ne saurait être question de laisser la femme chercher seule une solution. En cela, nous nous sentons parfaitement en accord avec Franck (...) Nous le défendons parce que son inculpation est grave et injuste (...) Pour notre sécurité, pour notre liberté, nous devons pouvoir contrôler complètement nos maternités.

Dans la bataille, avec les candidats de l'Union Ouvrière



Jules BONTE
Employé

Jules Bonte a 54 ans, il est employé. Issu d'une famille ouvrière du textile, il a été fortement marqué dans sa jeunesse par le soutien des travailleurs roubaisiens aux républicains espagnols et par les grandes grèves de 36. A 21 ans, il adhère au PCF, lui manifestant par là sa confiance après la lutte héroïque des FTP contre le fascisme. Il milite plus de 20 ans au PCF où il est secrétaire de cellule. Mais petit à petit, les contradictions avec ce parti s'amorcellent dans sa cellule : absence de soutien aux patriotes vietnamiens, la collusion de Krouchtchev et d'Eisenhower sous prétexte de coexistence pacifique, la sacralisation du passage pacifique au socialisme. Responsable de l'éducation pour la section de Roubaix-Nord, il s'élève contre la dépolitisation liée à ces reniements. Avec des camarades démissionnaires ou exclus de sa cellule, il participe à la création du MCF à Roubaix. Il est membre du PCR depuis sa création en 74.

Suppléant
Marceau JOHAN

Ouvrier
Marceau Johan, ouvrier du textile, a 32 ans. Il est marié et père de 7 enfants.

Dans le Calais, le niveau de vie des travailleurs est bien plus bas que la moyenne nationale. La voiture est un luxe et on voit souvent les petits enfants tirés dans une charrette par une mobylette. Les magasins de soldes, les stocks américains sont une partie importante du commerce sans parler de la récupération dans les Caisse d'Allocations Familiales. 56 % des jeunes quittent l'école sans diplômes et près de 20 % ne savent pas lire couramment.

Ces dernières années, des manifestations de malnutrition réapparaissent. La mortalité infantile est la plus importante après la Corse.

Calais et sa région ne se remettent pas du déclin de l'industrie textile, de la célèbre dentelle de Calais, et sont atrophiés par le développement de Dunkerque.

Quand on se promène dans les rues de Calais, il arrive de tomber sur une façade d'usine noire. Un Calaisien vous expliquerait que des dizaines de petites entreprises de dentelle ont ainsi brûlé. «Le dimanche, quand on voyait un incendie se déclarer, on savait bien de quoi il s'agissait. Façon comme une autre pour les patrons de mettre la clé sous la porte et d'empocher la prime d'assurance...»

Le problème numéro 1 est l'emploi. Calais est la 2^e ville du département pour le taux de chômage qui représente 10 % des travailleurs actifs (après Lens). Et la situation ne s'arrange pas car 200 licenciements sont annoncés à l'usine Courtauld, la plus importante usine de la ville. Il n'est donc pas étonnant que 2 000 Calaisiens travaillent à Usinor Dunkerque, à 40 km.

Et les quelques entreprises qui s'implantent sont très polluantes : Vieille Montagne, usine de zinc, Thioxide et ses 200 tonnes d'acide sulfurique rejetées par jour. Le comité anti-pollution, très actif sur Calais, contre l'usine Thioxide, et la

Pas-de-Calais 7^e circonscription



Calais : la misère

centrale nucléaire de Gravelines, et le PSU présentent 2 candidates communes : Josette Lefèvre et Anick Lons sous l'étiquette «Socialisme, Ecologie, Autogestion» non affiliée au front autogestionnaire, car certains membres du CAP sont fermement opposés à l'appel au désistement pour l'Union de la gauche, au 2^e tour, sans pour autant dénoncer pour le moment les projets du PS et du PC.

Dans un tel contexte, les travailleurs hésitent à lutter et d'autant plus que la direction de la CGT, composée en majorité de conseillers municipaux du PCF, gêne les volontés de lutte. Par exemple, en janvier, l'UL CGT n'a soutenu ses adhérents chauffeurs de bus en grève (STCE, Société Transports Calais en Extension) depuis un mois (ce qui était un mouvement exceptionnel pour Calais) que lorsqu'elle s'est aperçue de l'intervention de la CFDT et de la CSCV. On a même assisté à la formation d'un comité de soutien CFDT, CGT dont les grévistes étaient exclus !

Autre exemple de l'application des libertés selon le PCF : le 24 mai 77, des femmes qui avaient fait des banderoles réclamant du travail ont été traitées de putains et empêchées de participer à la manif par le SO de la CGT conduit par un membre du PCF, adjoint au maire, tandis que les écologistes se faisaient taper dessus !

La municipalité de Calais est aux mains du PCF depuis 1972, date à laquelle il a chassé Vendroux, ancien aide-camp et beau-frère de De Gaulle.

Il y avait tant à faire que le PCF peut se targuer dans sa campagne de réalisation surtout dans le domaine de l'aide sociale (début de l'élimination des bidonvilles, équipements sportifs, ouverture prochaine d'un crèche).

Mais la municipalité s'attache-t-elle aux problèmes réels des travailleurs ?

— Le chômage n'a guère diminué : au contraire. Bien sûr la municipalité «n'a pas les moyens d'agir dans ce domaine». Et il n'y a pas d'entreprise à nationaliser pour résorber le chômage !!!

— Dans le domaine de cadre de vie, près de la moitié des Calaisiens vivent dans deux ZUP éloignées de plusieurs km du centre de Calais où il n'y a pas de dispensaire, où les activités culturelles sont très réduites, et où ils sont «bouclés» à partir de 20 h 30, les bus ne roulant plus.

— Et pour le 3^e âge, de nouveaux foyers ont été construits, mais avec quelle conception de vie pour les vieux travailleurs ?

Lors de la grève des chauffeurs de bus, en janvier, les grévistes et des militants de la CSCV qui voulaient expliquer le bien-fondé de leur lutte se sont vu interdire de communiquer avec les vieilles personnes par un employé de la municipalité, avec le plein accord de son chef, membre du PCF. «Ne troublez pas leur repos». Leur repos sera-t-il respecté le 12 mars ? A moins que la municipalité n'ait prévu une promenade récréative vers les urnes !!!

On retrouve là la conception du pouvoir qu'a le PCF : les Calaisiens sont des assistés, «élevez-nous, on pense pour vous». Et ce n'est pas par hasard si peu à peu les membres du PCF ont pris la direction des services publics en particulier la maison pour tous.

Le candidat PCF est le député-maire Jean-Jacques Barthe, la quarantaine, instituteur. Il faut noter que les principaux dirigeants du PCF à Calais sont des intellectuels.

Le PS, peu représentatif sur Calais, présente Pierre Lefebvre, actuel adjoint au maire qui tente de se faire reconnaître comme partenaire crédible au sein de la municipalité.

La droite présente un candidat unique, «majorité présidentielle» : Gérard Muys, représentant d'assurances. Il propose un

partage des responsabilités par opposition à la mainmise du PCF sur les pouvoirs de décision.

Mais on sait bien que se partagerait alors le gâteau. Il veut donner comme preuve de sa volonté de respecter le cadre de vie en ne faisant faire aucun affichage sauvage. Sans doute n'y a-t-il personne à Calais du RPR ou de l'UDF qui ose affronter les couleurs du PCF.

Il y a pourtant une extrême droite, bien implantée dans la petite et moyenne bourgeoisie, qui présente un candidat, Rémi Delrue.

Il est temps que dans le Calais, les travailleurs connaissent la perspective qu'offre la construction de l'UOPDP. C'est pour cela que 2 candidats ouvriers se présentent à Calais : Jules Bonte et Marceau Johan.

et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne



Jean-Pierre COTTON
Enseignant

Jean-Pierre Cotton, dès 1962, à 17 ans, contribue à la constitution des premières forces marxistes-léninistes. Il participe au Congrès de Puycard en 1967. En 1968, il participe activement à la direction du mouvement étudiant, dans la ville où il étudie.

Depuis lors, il n'a pas cessé de participer aux luttes de la classe ouvrière, de la jeunesse, et d'y propager les idées de la révolution.

Ses grands-parents étaient de petits paysans bressans. Sa candidature exprime une double volonté : celle d'unir la classe ouvrière à la petite paysannerie, et celle de vivre et travailler au pays.

Suppléant
Gérard JACQUET
Ouvrier agricole

Marié, un enfant. Issu d'une ancienne famille de petits paysans, Gérard est militant communiste depuis 1974. Il a milité activement sur les quartiers de Lyon, quand il était ouvrier agricole dans une pépinière. Aujourd'hui, toujours pépiniériste, il est aux côtés des Paysans-Travailleurs de l'Ain et participe au journal Le Croquant.

Ain 1^{ère} circonscription

Bresse : l'exode rural

La Bresse, c'est pour le touriste pressé une campagne bocagère parsemée de pittoresques fermes en pisé où des paysans en sabots élèvent des poulets dont la renommée n'est plus à faire. Cette campagne secrète qui se vide lentement s'oppose à la ville de Bourg, chef-lieu, préfecture et centre du marché aux volailles et de la foire aux bestiaux.

QUAND LES PAYSANS PARTENT

Il y avait plus de 47 000 agriculteurs dans l'Ain en 1962 ; aujourd'hui, il en reste environ 20 000, soit une baisse de 60 % en 15 ans. Peu à peu, les villages se vident, les terres se concentrent, les jeunes paysans partent, la population vieillit. Cependant, il reste encore beaucoup de petits paysans. Alors, c'est la course à la modernisation poussée par le Crédit Agricole qui lie le paysan à un «plan de développement», qui l'oblige à s'agrandir. Quand ce ne sont pas les firmes agro-alimentaires qui profitent de la situation difficile : que ce soit Sanders pour les veaux ou Coqu'ain pour les poulets ou les œufs. La firme fournit les installations, les aliments et rachète, en fin de course, les veaux ou les œufs. Le paysan, s'il calcule son revenu, s'aperçoit qu'il travaille quasiment pour rien, si ce n'est à perte.

Le revenu des paysans est basé principalement sur l'élevage. La volaille ne «marche» pas trop mal, mais l'avenir s'assombrit : certains commencent à penser à une fabrication industrielle du poulet en Bresse, ce qui reviendrait, pour le poulet qui doit être élevé sur un «parcours» herbeux, à tuer le label ! D'autre part, depuis fin 77, les paysans ne peuvent plus commercialiser leurs poulets plumés et vidés, ce qui les oblige à passer par un grossiste.

Mais la menace a porté principalement sur le lait, à travers l'instauration de la taxe de co-responsabilité. Cette taxe imposée à Bruxelles et acceptée par la FNSEA est une atteinte directe aux petits paysans. Sous prétexte de lait excédentaire, cette taxe est une subvention aux firmes de produits laitiers pour réorganiser la production. A raison de 1,55 centimes par litre, cela représente environ 800 F de taxe annuelle pour un paysan qui a 10 vaches laitières... Cette société est donc celle de la désertification des campagnes.

UN DÉPUTÉ DE DROITE

MENACÉ PAR UNE GAUCHE DIVISÉE

Les campagnes se sont vidées au profit de la préfecture Bourg en Bresse. La vieille usine des Tréfileries-Câbleries, 624 ouvriers, est actuellement en grève à 97 %. Cette grève, déclenchée en solidarité au lock-out de 73 travailleurs décidé par la direction, est importante par la force de l'unité des travailleurs des Tréfileries (le 7, les employés aussi se sont mis en grève). Les revendications se sont élargies. Les ouvriers réclament la parité des salaires avec Berliet-Bourg. A Berliet, un P2 gagne 3 100 F et aux Tréfileries 2 550 F. Ceux de l'entretien veulent une homogénéisation de leurs horaires. C'est un test, alors que cette année a vu des réductions d'horaires dues au chômage technique et qu'une cinquantaine d'ouvriers de plus de 59 ans ont été mis en préretraite.

L'usine «phare» est celle de Berliet, par le nombre d'ouvriers, par l'augmentation des cadences : Berliet est, en pleine Bresse, le type même de l'usine qui s'est décentralisée pour profiter d'une main

d'œuvre rurale à bon marché. En 77, il y a eu 13 jours de chômage technique, dont 5 jours à la sortie des vacances d'été et 38 licenciements. A Berliet et aux Tréfileries, le chantage à la crise va donc de pair avec la croissance de l'exploitation. Des luttes nouvelles pour la ville se sont développées, comme celle des «Dames de France» en décembre, où les employés réclamaient 2 200 F minimum, et une prime exceptionnelle lors des ventes réclame. C'est dans cette situation de luttes qu'arrivent les élections.

Ain 2^e circonscription

Oyonnax sur plastique

Suppléant
Jacky ARPINO
Cariste

Agé de 26 ans, il est cariste dans une usine de plastique. Militant syndicaliste actif, il a participé à de nombreuses luttes sur Oyonnax et sa région, où il s'est fait connaître par sa grande facilité à se lier aux autres travailleurs.



Jean-Claude GIORIA
Ouvrier

Issu d'une famille de travailleurs immigrés italiens, âgé de 32 ans, il est marié et père de trois enfants. Jean-Claude Gioria a toujours habité Oyonnax. Mai 68 marque le début de son activité révolutionnaire.

Il est alors mouleur chez David, un «patron de choc», où il mène une grève. Syndicaliste révolutionnaire, il soutient les nombreuses luttes menées par les travailleurs immigrés, Grève des foyers en 70, le combat contre la circulaire Fontanet et y développe largement les idées communistes.

Mécanicien fraiseur depuis 73 chez Manducher, une des plus grosses entreprises d'Oyonnax, il y renforce la section syndicale dont il est délégué et contribue à la réorganisation de son syndicat professionnel. Dans une région encore marquée par l'influence du PCF, il n'a cessé de défendre et de propager les idées révolutionnaires.

Oyonnax, c'est la matière plastique. Aujourd'hui, comme après la guerre, cette vérité reste évidente. Il suffit de se promener dans les rues étroites de la vieille ville pour s'en rendre compte. Derrière un pavillon d'apparence tout à fait bourgeoise on aperçoit un hangar bas, percé de quelques fenêtres : c'est une entreprise de moulage d'objets en plastique. Ces ateliers sont omniprésents dans la ville.

Dès 1852, Oyonnax est considérée comme une ville industrielle ; elle foisonne de petits ateliers : industrie du peigne (2 000 habitants sur 3 000 y sont employés), lunetterie, bois tourné, tissage. L'expansion petites exploitations est très rapide. Elles s'orientent principalement sur le travail de la corne (industrie réputée à cette époque pour ses conditions de travail pénibles et sales) et du coluloïd : ancêtre de la matière plastique, meilleur marché que la corne, il se travaille plus aisément et imite d'autres matières plus onéreuses comme l'écaïlle ou la corne.

Avec l'introduction de la presse à injecter dans les années 50, l'industrie du plastique se développe. Aujourd'hui sur 600 entreprises 23 ont plus de 100 ouvriers. On de-

venait patron après avoir été façonnier, après avoir acheté une presse, puis deux. Cela s'est accompagné d'une exploitation féroce d'une main-d'œuvre venue de la campagne, des régions voisines puis des pays étrangers pauvres : bas salaires, semaine de 60 h. L'importance du travail à domicile des femmes (montage de fleurs et de jouets), la petite taille des entreprises où le patron sait se montrer paternaliste, la division entre Français et immigrés, rendent l'organisation syndicale difficile.

Ces petits patrons se montrent particulièrement ignobles tel ce patron qui après un accident de travail (main coupée dans une machine), survenu à un de ses ouvriers, immigré, le déposa devant l'hôpital et s'enfuit !

A la Libération, le PCF est fort grâce à son action dans la Résistance : les FTP ont défilé le 11 novembre 44 dans Oyonnax alors aux mains des nazis. Pourtant, dans les années 50, le PCF démissionne devant les difficultés à organiser la classe ouvrière dans les conditions particulières d'Oyonnax. Des hommes de droite comme Emin ou Anthoinoz en profitent pour s'imposer.

Mai 68 marque un tournant ; des luttes se développent, menées en particulier par les immigrés contre les effroyables conditions de logement (les ouvriers portugais et espagnols entrent en lutte chez Vapé). En 76 Manducher prolonge le mouvement du 7 octobre par une grève déterminée.

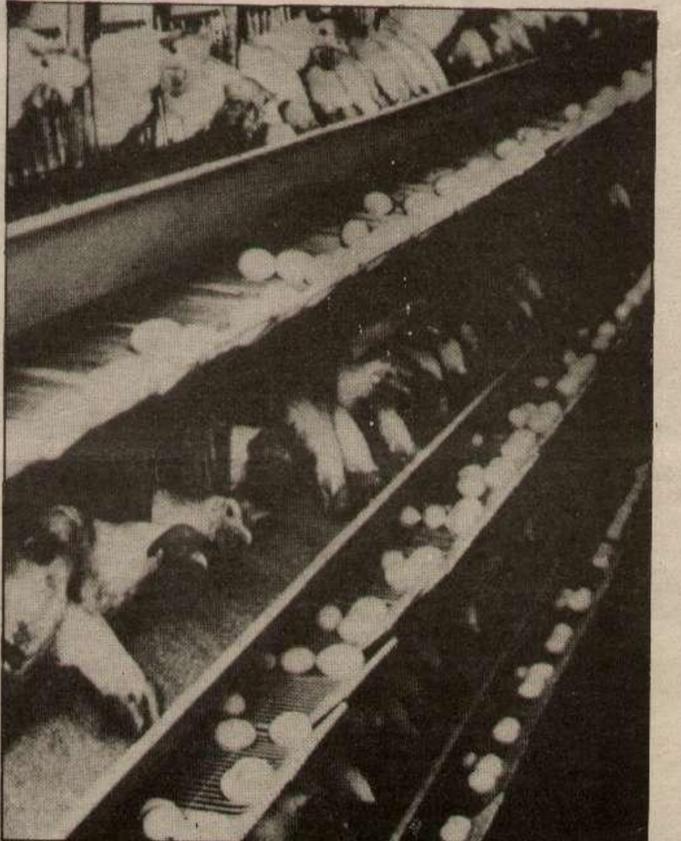
Jusqu'à ces derniers mois, Oyonnax a pu paraître peu touchée par la crise. Mais cela change : licenciements ou chômage partiel sévissent à Belley (Pingon-Manubat, Sefilac), à Bellegarde (Ronson et les

Papeteries), au pays de Gex (Blatrix). A Oyonnax, une vingtaine d'usines connaissent le chômage partiel. Beaucoup d'ouvriers du pays de Gex doivent aller travailler en Suisse. Quant aux travailleurs immigrés, ils s'entassent dans des logements vétustes.

La droite dont le député sortant, Anthoinoz, est décédé, va-t-elle conserver assez de son avance de 73 (60 % des voix au 2^e tour) pour se maintenir ? C'est ce qu'espère le PR Tossan qui brigue le siège. Mais le PCF se pose en rival sérieux depuis la victoire de Chavanne aux municipales de 77. La grève du Foyer des Jeunes Travailleurs en 75 lui a été bien utile pour regagner l'influence perdue : profitant de la tribune que lui offrait la CGT, Chavanne n'a pas eu de mal à attaquer et discréditer la droite au pouvoir à la mairie.

Depuis 77, la municipalité de gauche s'est violemment attaquée aux travailleurs immigrés qui constituent 33 % de la population. Elle s'est adressée au patronat local en disant : «Etant donnée la concurrence étrangère (en particulier allemande pour la lunetterie), la municipalité suggère de s'orienter vers une production de qualité, donc d'utiliser une main-d'œuvre qualifiée, donc française ! On voit qu'elle n'a rien à envier aux manœuvres de la droite qui a organisé dernièrement à Oyonnax une manifestation des PME pour protester contre la grève EDF.

Plus que jamais s'impose la nécessité pour les travailleurs d'Oyonnax et de la région de développer, face aux partis bourgeois de droite et de gauche, une force autonome. C'est ce à quoi s'emploie l'UOPDP.



Les paysans sont de plus en plus soumis aux firmes Sanders ou Coqu'ain

Erythrée : une nouvelle guerre (2)

«Peu importe
combien d'armes l'URSS
donne à la Junte»

La ville portuaire de Massaoua, troisième ville en importance de l'Erythrée, représente pour le régime éthiopien un accès essentiel à la Mer rouge. Seul un pont de quelques centaines de mètres relie la partie insulaire de la ville où sont acculées les forces éthiopiennes, aux autres quartiers de la ville, où les forces de libération ont déjà pénétré. L'accès de la partie insulaire est rendu difficile du fait de l'intervention aérienne soviéto-cubaine et des bombardements constants par les navires soviétiques qui croisent au large du port. Mais la proximité immédiate des maquisards et la situation défensive où sont placées les troupes éthiopiennes dans le port entravent d'ores et déjà le trafic portuaire que la Junte d'Addis-Abbéba voulait maintenir.

«L'armée de libération du Peuple Erythréen (APLE) a anéanti plus de 10 000 Ethiopiens des troupes d'agression qui sont prises au piège dans la base navale de la zone portuaire. L'APLE s'est emparée de toute la ville, sauf sa partie insulaire et la péninsule de Girar où se trouve la base navale des agresseurs. Les combats font rage à la base navale et dans la zone des docks.»

Après les combats qui ont permis notamment de récupérer de nombreux tanks soviétiques T 54 «L'APLE continue sa marche en avant à l'intérieur de Massaoua et, le 12 décembre, s'empara de l'aéroport, du dépôt de carburant et de la plupart des quartiers de la ville. Plus tard, Tuwalet, le quartier qui borde la partie insulaire de la ville, s'ajouta à la liste des quartiers libérés. Les combats continuent pour libérer les deux derniers quartiers et y écraser complètement les troupes d'agression (...)

La victoire sans précédent de l'APLE à Massaoua s'inscrit dans les annales de l'histoire militante de notre peuple. L'héroïsme et le courage manifestés par l'APLE, viennent en droite ligne du patriotisme fervent et de la bravoure de nos parents, et de nos grands-parents. La cause pour laquelle nos ancêtres ont versé leur sang durant cinq siècles : libérer notre cité portuaire et chasser les différents agresseurs, est réalisée aujourd'hui par le FPLE et les masses (...)

La place stratégique de notre pays et plus particulièrement la côte avec Massaoua ont toujours attiré les yeux avides de nombreux expansionnistes colonialistes et impérialistes : les Turcs Ottomans qui occupèrent notre ville en 1557, les expansionnistes égyptiens, les colonialistes italiens qui ont colonisé notre pays en prenant d'abord le contrôle de notre cité portuaire vers 1880, les impérialistes britanniques et les expansionnistes éthiopiens, sous l'occupation éthiopienne notre cité portuaire a été utilisée comme un centre d'activités navales contre-révolutionnaires par l'impérialisme US, comme un centre d'entraînement et une base navale pour les agresseurs éthiopiens.

Massaoua, le plus grand port de l'Erythrée, est l'emplacement d'un grand nombre de petites usines et le centre de la production du sel et de l'industrie poissonnière en Erythrée. Elle est aussi réputée pour ses perles.

La libération de Massaoua sera un coup sévère porté aux intérêts économiques et militaires impérialistes sur la côte érythréenne en particulier, et dans toute la région en général. Avec la libération du seul autre port occupé par l'ennemi : Assab, l'Erythrée verra sa façade maritime fermée à l'intrusion impérialiste et expansionniste. La libération de nos villes portuaires signifiera que la limite stratégique des 1 000 milles marins, nos richesses maritimes et nos eaux territoriales seront sous le contrôle du FPLE, au service des masses. La côte, depuis Ras Kassar au nord jusqu'à Ras Dumera au sud, sera entre les mains de notre peuple.

La grande victoire de l'APLE dans notre cité portuaire rapproche la lutte de notre peuple de sa victoire finale. La libération totale de Massaoua sera le prélude à la libération de la capitale de notre pays, Asmara, qui arrivera inéluctablement dans un proche avenir, la victoire de Massaoua qui remplit de joie les masses combattantes et tous les opprimés est une défaite humiliante pour nos ennemis, la Junte fasciste éthiopienne, l'impérialisme et toutes les forces réactionnaires. La grande victoire de l'APLE à Massaoua va plus loin en témoignant du fait que, peu importe combien d'armes sophistiquées l'URSS donne à la Junte et peu importe combien de troupes Cuba et Israël sioniste entraînent pour elle ; notre peuple persistera sur la route de la guerre prolongée et sera bientôt victorieux.

Aucune force contre-révolutionnaire ne peut écraser la juste lutte populaire et révolutionnaire du peuple érythréen.»

D'après le bulletin de
l'Association des Etudiants Erythréens
en Amérique du Nord
Janvier 1978

Représentation du FPLE à Paris :
Nafi KURDI
50, rue du Faubourg Saint-Antoine
75012 PARIS
Tél : 307 50 32

LES CRITIQUES DE SEGUY A LA FSM ET LE «MODELE» ITALIEN

● A l'approche du neuvième congrès de la Fédération syndicale mondiale (FSM), qui doit se tenir en avril, plusieurs centrales syndicales qui lui sont affiliées, dans les pays occidentaux, ont tenu à manifester leurs distances.

Voici plusieurs mois déjà, la direction de la CGIL italienne et la direction de la CGT française avaient

Pour le secrétaire général de la CGT, la FSM n'est pas «à la hauteur» des réalités syndicales mondiales actuelles. «On a trop tendance à être à la FSM, écrit-il, avares de l'audace, de l'esprit de tolérance et d'ouverture unitaire dont la plupart des organisations affiliées font preuve dans leur propre activité internationale». «Il ne suffit pas, ajoute-t-il, d'affirmer que la FSM n'est pas soumise à une idéologie monolithique. Il faut faire concrètement la démonstration pratique que cette accusation est sans fondement». Et Georges Séguy de souligner : «Le neuvième congrès de la FSM ne serait pas pris au sérieux si son analyse de la situation internationale se réduisait à faire un tableau apocalyptique de la situation des travailleurs du monde capitaliste et apologetique de celle des travailleurs du monde socialiste».

de la FSM à «une idéologie monolithique», alors que les syndicats des pays révisionnistes et particulièrement les syndicats soviétiques, ont un poids décisif au sein de la fédération mondiale. C'est bien «l'indépendance» vis-à-vis de Moscou que Séguy veut particulièrement mettre en avant.

PROLONGEMENTS SYNDICAUX DES DEMARCATIIONS DU PCF ET DU PCI AVEC MOSCOU

Cette position qui vise à présenter ainsi les instances cégétistes sous un jour plus attirant, est le prolongement au plan syndical de la volonté des dirigeants du PCF de démarquer leur parti de la politique du Kremlin. On connaît les raisons qui animent cette volonté : il s'agit notamment de l'obligation pour le PCF de tenir

formulé un certain nombre de critiques à l'égard de la fédération mondiale dont le siège est à Prague et qui regroupe dans le monde, l'ensemble des syndicats sous influence révisionniste. Aujourd'hui, George Séguy, dans un article de la *Revue Syndicale mondiale*, organe de la FSM, renouvelle ses critiques.

PCI, le parallélisme des critiques formulées à l'encontre de la FSM par les centrales syndicales que les deux partis contrôlent.

LA CGIL PIONNIER

On sait en effet que la CGIL, que dirige le PCI, et qui est le plus puissant syndicat sous direction révisionniste, en Europe occidentale, fait figure de «pionnier» dans l'attaque «critique» à l'égard de la FSM. Ainsi, à la fin de septembre dernier, au lendemain d'une réunion à Moscou du bureau de la FSM, à laquelle il avait participé, le secrétaire général adjoint de la CGIL, Agostino Marianetti, n'hésitant pas à menacer : «Si notre proposition de faire de la Fédération mondiale un forum international qui établisse des contacts avec tous les syndicats d'Europe et d'ailleurs sans discrimination politique, n'est

l'union réalisée par la CGIL avec les autres centrales syndicales italiennes, une union que les dirigeants du PCI qui souhaiteraient par ailleurs un rapprochement entre la Confédération européenne et la FSM, ont incité. Cette attitude de la CGIL converge avec les préoccupations de Séguy qui a d'ailleurs plusieurs fois protesté contre «l'exclusive» de la Confédération Européenne de syndicats à l'égard de la CGT, dont l'adhésion a été défendue par la CGIL.

Lorsque Séguy réclame dans son article de la *Revue syndicale mondiale*, une «ouverture unitaire» de la FSM, il y a en filigrane la volonté du PCF de peser sur l'activité syndicale en France, non seulement par le biais de l'appareil de la CGT qu'il contrôle mais, aussi en recherchant les moyens d'influer sur les autres centrales, surtout la CFDT, comme en témoignent les déclarations répétées de Marchais, ces derniers temps, sur «l'identité de vues sur de nombreuses questions entre le PCF et la CFDT».

UNE RUPTURE PEU PROBABLE

Mais, la direction cégétiste reste peut-être plus tenue que la direction de la CGIL, de limiter la vigueur de ses propos à l'égard de la FSM. Ceci dans la mesure où, à la différence du PCI qui participe directement avec la démocratie chrétienne, à la gestion de la société italienne, le PCF, en tant que parti d'opposition déterminé aujourd'hui à bien se démarquer des positions de la social-démocratie (accusée de «virage à droite»), entend de ce fait conserver aussi une nette démarcation avec les forces syndicales dont les directions sont marquées par leurs «attaques occidentales».

Plus fondamentalement, aussi bien du côté de la CGIL que de la CGT, il est peu probable qu'on veuille aller jusqu'à la rupture avec la FSM. Car le PCI et le PCF, qui ont marqué les limites de l'euro-révisionnisme, en cautionnant notamment la politique de prétendue détente du Kremlin, sont soucieux, en s'estimant à proximité du pouvoir, de maintenir leurs liens avec Moscou auprès de qui ils cherchent appui pour consolider leur présence au pouvoir.

Jean-Paul GAY



Lama secrétaire de la CGIL

Séguy secrétaire de la CGT

L'INDEPENDANCE SYNDICALE

La volonté des dirigeants révisionnistes de la CGT de se présenter comme défenseurs de «l'indépendance du syndicat» n'est sûrement pas étrangère à cette position «critique» de Séguy vis-à-vis de la FSM. Tout en engageant publiquement la CGT aux côtés du PCF dans la polémique qui oppose ce parti au PS, afin d'en faire un instrument de la mise en œuvre du projet du PCF, Séguy en effet n'entend pas renoncer pour autant au thème de «l'indépendance syndicale» dont il attend une «mise en confiance» des travailleurs qui favoriserait ainsi pour la CGT le rôle d'encadrement des masses, un rôle que le PCF au gouvernement essaiera de lui faire jouer.

En critiquant la soumis-

compte de la réticence de plus en plus grande dans les masses, à reconnaître dans l'URSS et les autres pays révisionnistes des modèles de socialisme, ceux-ci servant au contraire de repoussoir pour les travailleurs en France, en particulier depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie, au lendemain de mai 68. Il s'est agi aussi pour le PCF de faire face à l'exploitation par le PS de la question des libertés démocratiques bourgeoises, bafouées en URSS : cette question utilisée par le PS pour devancer électoralement son partenaire de la gauche a amené ce dernier quoique timidement, à critiquer l'«insuffisance» de libertés et d'ouverture du «socialisme» soviétique. Ces prises de position du PCF sont autant de points de convergences avec les positions exprimées par le

pas acceptée, nous quitterons la FSM». Les dirigeants de la centrale italienne — pour lesquels l'*Humanité* ne tarit pas d'éloges, notamment en ce qui concerne les prêches pour l'austérité du secrétaire général, Lama — avaient alors indiqué qu'ils avaient l'appui de la CGT pour leurs positions à l'égard de la FSM.

L'«OUVERTURE UNITAIRE»

Ce qui, dans la pratique de la CGIL est particulièrement apprécié des dirigeants révisionnistes de la CGT, c'est sa démarche «unitaire». Ainsi, l'adhésion voici trois ans de la CGIL à la Confédération européenne des syndicats («pro-occidentale») et où siègent pour la France, la CFDT et FO, est le reflet à l'échelle européenne, de

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 22 février

TF 1

19 h 10 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien raconte
 19 h 55 - Tirage du loto
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Les jeunes filles. Film TV en 2 épisodes
 22 h 00 - Titre courant
 22 h 15 - L'adaptation
 23 h 15 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Cartes sur table
 21 h 40 - L'art sur le vif. L'art et l'argent
 22 h 35 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Scènes de la vie de province
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Casque d'or
 22 h 05 - Journal
 22 h 20 - Ciné-regards

Jeudi 23 février

TF 1

18 h 55 - La passagère
 19 h 15 - Une minute pour les femmes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La filière
 21 h 30 - L'événement
 22 h 35 - Allons au cinéma
 23 h 00 - Allons au cinéma
 23 h 00 - Journal et fin

A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...
 18 h 25 - Isabelle et ses amis
 18 h 40 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Le grand échiquier
 23 h 15 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
 19 h 05 - Télévision régionale
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Scènes de la vie de province
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - L'adieu aux armes. Film américain
 22 h 55 - Journal
 23 h 10 - Un événement

L'affiche a son musée

Le passant pressé la frôle parfois sans la voir. Mais le plus souvent elle s'impose au regard. Elle doit tout dire dans l'instant ou au moins retenir suffisamment l'attention pour susciter un intérêt plus long. Plaire et séduire tel est son but, quel que soit son message. Images, couleurs et mots subtilement combinés, elle est devenue œuvre d'art : elle a désormais son musée.

Jadis seulement murale, l'affiche a aujourd'hui tout envahi, elle se déplace avec les bus, les taxis, les camionnettes des PTT ou d'EDF. Elle a adopté tous les formats, de l'affichette jusqu'au panneau publicitaire énorme. Réduite parfois au simple slogan sur fond uni, elle peut aussi être fouillée jusqu'au moindre détail. Puissant moyen d'information ou de pression idéologique, elle subit en retour l'influence des transformations de la société. Longtemps exaltation de la « société de consommation », incitatrice et créatrice de besoins nouveaux, elle doit tenir compte maintenant du « discours de la crise ». Il lui faut continuer son travail en douceur, biaiser, se faire modeste alors qu'elle était triomphante « un sou est un sou, n'est-ce pas mère Denis ? ». Elle a si bien fait ses preuves qu'elle est devenue un élément essentiel de la propagande politique.

Partis bourgeois de droite et de gauche veillent jalousement sur leurs affiches en organisant de véritables rondes : les commandos du parti gaulliste ou du PCF s'y sont acquis une réputation certaine !

Ce ne sont pas les affiches politiques que

vous trouverez au Musée de l'affiche, mais 150 pièces qui retracent l'histoire de l'affiche publicitaire depuis le début du 19^e siècle jusqu'à nos jours. Des noms célèbres en sont la signature : Daumier, Gavarni, Gustave Doré, Toulouse-Lautrec, Manet et plus près de nous Cotteau, Folon, Reiser. Il faut souhaiter que ce musée s'enrichisse de nouvelles pièces qui trancheraient par leur contenu comme par leur forme à celles par exemple qu'a produites l'art révolutionnaire d'un Maïakovski ou les affiches de la Chine socialiste, toutes celles qui se veulent non pas matraquage réactionnaire mais message de combat.

Claude ANCHER

Musée de l'affiche
 18 rue de Paradis
 Paris (10^e)
 De 12 à 18 heures
 sauf le mardi

ENTREPOT D'IVRY

Prière d'Affranchir, le Timbre est remboursé.

CHARBON le Sac de 25 K^g MOYEN 5[!] et Gros 5[!]50 rendu

Graville 3[!]75 le Sac de 25 K^g CHARBON artificiel 4[!] les 25 K^g

HORS PARIS LE CHARBON DE BOIS coûte 1[!] de moins par 100 kilos.

30, R. Geoffroy-Lasnier



Et l'acier fut trempé

73^e épisode

Pavel Kortchagine, qui nourrissait une certaine amitié pour Rita, la trouve chez elle avec David Oustinovitch.

Par fil direct, des télégrammes chiffrés se hâtèrent et, partout où ils arrivaient, les veilleurs de la République, oubliant leur sommeil, détruisaient les nids de frelons.

Akim appela Jarki au téléphone.

— Le nécessaire a été fait pour la convocation des cellules ? Oui ? Bien. Viens tout de suite à une réunion urgente, et amène avec toi le secrétaire du comité de district du Parti ! La question du bois est plus épineuse qu'on ne l'aurait cru. Nous devons en discuter, disait Akim en parlant très vite mais en détachant chaque mot.

— On va devenir tous ringlés avec ce bois, bougonna Jarki en reposant le combiné.

Les deux secrétaires descendirent de l'auto dans laquelle Litké venait de les amener à toute vitesse. Dès qu'ils furent au premier étage, ils comprirent qu'il s'agissait de tout autre chose que de bois.

Des mitrailleurs du Service spécial s'affairaient autour d'une Maxim, posée sur le bureau du secrétaire administratif. Dans les couloirs veillaient en sentinelles des militants du Parti et du Kom-somol. Derrière la large porte donnant sur le cabinet du secrétaire du comité se terminait une réunion extraordinaire du bureau du comité provincial du Parti.

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

Des fils passant par un vasistas aboutissaient à deux téléphones de campagne.

Une conversation étouffée. Jarki trouva dans la pièce Akim, Rita et Mikhaïlo. Rita portait son ancienne tenue de commissaire politique de compagnie : casque de soldat rouge, jupe kaki, veste de cuir et un lourd mauser accroché à une courroie barrant la poitrine.

— Qu'est-ce que ça veut dire ? lui demanda Jarki interloqué.

— Un exercice d'alerte, Vania. Nous allons nous rendre dans ton arrondissement. Rassemblement à l'école d'infanterie n° 5. Les camarades doivent y aller en sortant de leurs réunions de cellule. L'essentiel, c'est de procéder le plus discrètement possible, expliqua Rita.

Le calme régnait dans l'ancien « hodge des cadets ».

Grands chênes silencieux, géants séculaires... Un étang aux eaux dormantes sous une nappe de nénuphars... Des allées envahies par les herbes... Au fond, derrière un haut mur blanc, les étages de l'ex-corp des cadets, actuellement école militaire n° 5 d'infanterie de l'Armée Rouge... La soirée s'annonçait paisible. L'étage supérieur était plongé dans l'obscurité. La quiétude semblait parfaite. Quiconque serait passé par ici aurait pensé qu'on dormait derrière le mur. Mais alors, pourquoi le portail de fonte était-il ouvert et encadré par ces deux sortes de grenouilles géantes. Les gens qui venaient ici des différents points de la cité des

cheminois savaient qu'avec cette alerte de nuit, on ne pouvait pas dormir à l'école. On arrivait directement au sortir des réunions de cellule, après une brève information, on marchait en silence, isolé ou par groupes de deux, au maximum trois militants, dont chacun avait dans sa poche une carte portant les mots : « Parti communiste bolchévik » ou « Union communiste de la jeunesse ukrainienne ». Sans l'une de ces deux cartes, personne ne pouvait franchir le portail de fonte.

La grande salle, déjà pleine de monde, était éclairée. Des toiles de tente masquaient les fenêtres. Les bolchéviks rassemblés ici fumaient tranquillement en échangeant des plaisanteries sur l'exercice d'alerte. Personne ne ressentait aucune inquiétude particulière. On les avait simplement réunis, à tout hasard, pour contrôler la discipline des unités du Service spécial. Mais ceux qui avaient l'expérience du front sentaient, en entrant dans la cour de l'école, qu'il devait s'agir d'autre chose que d'un exercice. La consigne du silence était vraiment trop impérative. Les élèves de l'école militaire s'alignaient sans mot dire, obéissant aux commandements chuchotés à mi-voix. Les mitrailleuses n'étaient pas traînées au dehors sur leur affût à roues mais transportées à bras, et nulle lumière ne brillait dans aucun corps de bâtiment.

On s'attend à quelque chose de grave. Mitiua ? (1) murmura Kortchaguine en s'approchant de Doubava, assis sur un appui de fenêtre à côté d'une jeune fille inconnue. Pavel l'avait entrevue l'avant-veille chez Jarki.

Doubava tapota amicalement l'épaule de Pavel. Alors quoi ? T'as la frousse. C'est rien, tout ça, on va vous apprendre à faire la guerre. Tu ne la connais pas ? ajouta-t-il en désignant la jeune fille d'un signe de tête. Elle s'appelle Anne. Nom de famille : inconnu. Fonction : l'une des responsables du service de propagande.

A SUIVRE

ELECTIONS SYNDICALES EN ESPAGNE (3)

La montée du syndicalisme révolutionnaire

Alors que les 2 plus grandes centrales syndicales, l'UGT et les Commissions Ouvrières persèverent dans leur collaboration avec le gouvernement...

INTERVIEW DE PABLO CRISTOBAL DU SYNDICAT UNITAIRE

- QDP : Comment appréciez-vous les résultats des élections ?

- SU : Les commissions Ouvrières ont à l'heure actuelle un léger avantage, qui devrait se confirmer, sur l'UGT. Mais dans un communiqué commun les 2 centrales ont reconnu que le Syndicat Unitaire était la troisième force syndicale du pays...

- Y a-t-il des exemples significatifs de recul des révisionnistes ?

- Il n'y a pas de mouvement général très net. Mais partout où il y a eu des luttes depuis la signature du Pacte de la Moncloa, les choses sont assez claires. Par exemple dans les Grands Magasins, à «Galerías Preciados» où nous avons très peu de syndiqués, nous avons eu la majorité des délégués...

- Sur quels thèmes le Syndicat Unitaire a-t-il fait campagne ?

- Contre le Pacte Social de la Moncloa et plus particulièrement pour le maintien des postes de travail, contre le blocage des salaires, et pour les libertés démocratiques.

Cela nous amène à lutter en particulier pour que les chômeurs puissent avoir une représentation syndicale. Il y a des associations



de chômeurs, mais le gouvernement se refuse à les légaliser et les autres centrales ont boycotté la marche des chômeurs qui était prévue pour décembre.

Cela veut dire aussi dénoncer la séparation en 2 collèges qui permet au gouvernement de recréer des syndicats à sa botte comme la CGT et les autres «indépendants». Cela signifie aussi critiquer les accords entre UGT et Commissions Ouvrières sur le dos des travailleurs, comme cela s'est déroulé dans le secteur de la santé.

Notre pratique, notre opposition au Pacte, voilà les bases sur lesquelles nous gagnons des forces. Le mécontentement face au Pacte de la Moncloa grandit : il n'y a qu'à voir

comment les patrons interprètent le blocage de l'augmentation des salaires : si un travailleur doit être augmenté, mettons de 2 000 pesetas, on lui ampute automatiquement là-dessus les charges de sécurité sociale. A ce train là on est bien en deçà des 20 % d'augmentation ! Sur la question du Pacte, dans les faits, il n'y a pas de différences tactiques entre l'UGT et les Commissions.

- En quels termes se posent pour vous la question de l'unité syndicale ?

- Nous avons recherché des candidatures unitaires : mais l'USC a préféré aller de son côté, et d'ailleurs, elle soutient de fait les commissions ou-

vières. Quant à la CSUT, elle a considéré qu'il fallait que chacune mesure ses forces.

Quelle est la lutte la plus importante à l'heure actuelle ?

- En ce moment, c'est celle que mènent les 28 mille travailleurs de la SEAT de Barcelone. L'entreprise a en effet déposé une demande «d'expédients de crise», ce qui veut dire en fait une demande de licenciements massifs pour raison économique. S'il y a des licenciements, cela affectera aussi les 250 000 travailleurs qui font de la sous-traitance pour la SEAT. Les dessous de l'affaire ont une dimension très complexe. D'abord la corruption et la mauvaise gestion de la SEAT sont notoires, et l'UCD, le parti gouvernemental, ainsi que l'Alliance populaire (fasciste) sont mouillés jusqu'au cou. Ensuite, dans l'affaire intervient l'INI, l'Institut National de l'Industrie, c'est à dire l'Etat, qui possède une part dans l'entreprise et dont le capital total représente plus que celui de toutes les banques espagnoles. Il serait question de privatiser de nouveau SEAT.

Les travailleurs se sont mobilisés contre les licenciements : plus de 10 000 personnes ont manifesté à Barcelone. Sur le parcours, de nombreuses usines se sont jointes au cortège. Une victoire contre les licenciements à la SEAT serait d'une grande importance pour les autres luttes.

Interview d'Antonio Gonzalez de la CSUT



Le 2^e Congrès de la CSUT se tient en ce moment à Madrid, en présence de 2 500 délégués. Interrogé sur les résultats des élections, A. Gonzalez évaluait à 2 500 le nombre des délégués élus à la mi-janvier. Les régions où l'implantation de la CSUT est la plus forte sont : l'Andalousie, Saragoce, Catalogne, Madrid.

- QDP : Quels sont les thèmes de la campagne ?

- CSUT : Contre le Pacte de la Moncloa, il faut donner une alternative démocratique à la crise, s'opposer au blocage des salaires, demander une allocation chômage.

- QDP : Quelles ont été, ces derniers temps, les luttes les plus importantes ?

- CSUT : En dehors de la lutte de la SEAT, plusieurs grèves se sont déroulées dans la construction, notamment à Madrid, Pontevedra, Barcelone sur la question des salaires. Et puis, il y a eu la lutte aux Postes, où il s'agit d'obtenir un statut de fonctionnaire qui soit indépendant de l'Etat.

Tercera Fuerza Sindical



SINDICATO UNITARIO